

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENREDI 13 MAI
N° 448 1,70 F
Belgique 15 FB
Commission Paritaire 56 942

A nos lecteurs

Aujourd'hui, le Quotidien du Peuple passe à 1,70 F, à la suite des hausses de prix qui se sont accélérées depuis le début janvier, menaçant l'équilibre de notre budget.

Nous vous demandons à tous ce nouvel effort devenu nécessaire, de soutenir notre journal, en le lisant, en le faisant lire autour de vous.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE EST DÉJÀ COMMENCÉE
POUR DES PROJETS CONVERGENTS

MITTERRAND A LA DURE ÉCOLE DE BARRE



«J'ai envie de vous convaincre». Cette exclamation de Mitterrand à l'adresse de Barre, l'auteur du plus rigoureux plan d'austérité et de misère infligé aux travailleurs depuis la fin de la guerre, situe bien le face à face d'hier soir. Le professeur Barre a pourtant impitoyablement recalé l'élève Mitterrand à l'école des solutions bourgeoises à la crise.

Esquivant sans difficulté les timides mises en cause par Mitterrand des conséquences catastrophiques du plan Barre sur l'emploi et le niveau de vie de la classe ouvrière, sur l'inflation et le déficit du commerce extérieur, Barre a consacré tous ses temps d'intervention à harceler, tel un maître s'acharnant sur un mauvais élève, Mitterrand de questions précises sur les résultats que donnerait l'application du programme commun. Jouant sur les divergences profondes qui minent l'union de la gauche, s'appuyant sur le chiffrage du programme commun publié par le PCF à la veille du débat, Barre a sans difficulté mis en relief l'incapacité qu'aura le programme commun à solutionner la crise de la bourgeoisie. Soulignant d'un côté que le chiffrage du programme commun par le PCF est porteur d'une logique capitaliste sans en prononcer le nom, contradictoire avec celle de Mitterrand, Barre n'a pas manqué d'autre part de montrer que les promesses de Mitterrand, parfaitement démagogiques au demeurant seraient source d'inflation et incapable de résorber effectivement le chômage.

Faisant dire à Mitterrand que le renchérissement des exportations et l'équilibre du commerce extérieur était «capital» pour espérer résoudre la crise, Barre soulignait ainsi les convergences de son plan avec les solutions propres du parti socialiste. Convergences qui se sont manifestées à plusieurs reprises, sur les explications de la crise par exemple qui vient de l'extérieur.

SUITE PAGE 3

La guerre sournoise

Le gouvernement français affirme n'être pas impliqué dans la guerre d'annexion du Sahara. Pour preuve, il interdit deux meetings de soutien au peuple sahraoui dans la région de Marseille.

Fera-t-il de même pour le meeting qui doit être organisé prochainement à Paris ?

Les précédents ne manquent pas. L'an dernier, plusieurs meetings avaient été interdits pendant que les avions bourrés d'armes décollaient de la base d'Orléans.

Aujourd'hui, après la bataille de Zouerate, il franchit un degré dans l'escalade contre le peuple sahraoui : la visite de Galley se traduit par l'envoi de volontaires à Zouerate et sans doute d'un renforcement de l'appui militaire à l'invasion du Sahara, le prolongement en France est l'interdiction de toute manifestation de soutien.

Depuis le début, Giscard mène sournoisement en accord avec le Maroc et la Mauritanie, sa propre guerre, contre le peuple sahraoui.

Lire en page 12,
la suite de notre enquête :
«CE TEMPS QU'ON NOUS VOLE»

La situation s'aggrave
pour le travailleur
rouennais

Tout en acceptant
la force de frappe

**Le PCF répand
toujours
la dangereuse
illusion de
la «détente»**

(LIRE NOS ARTICLES EN P. 2)

Tréfileries et laminoirs de
la Méditerranée (Marseille)

**Premier bilan
d'une lutte**

Nouveau rebondissement
dans la bataille
de l'aéronautique

**Concorde :
la route
de New-York n'est
qu'entrouverte**

(LIRE NOTRE ARTICLE EN p. 6)

**Vers
une nouvelle
politique du
«logement social» ?**

(LIRE NOTRE ARTICLE EN p. 9)

POLITIQUE

TOUT EN ACCEPTANT LA FORCE DE FRAPPE

Le PCF répand toujours la dangereuse illusion de la «détente»

Lors de la réunion qu'il vient de tenir, le comité central du PCF a pris une décision qui fait grand bruit : il s'est prononcé en faveur du maintien de la force de frappe nucléaire par un gouvernement de gauche. Mais un fait est passé inaperçu : cette réunion ne s'est pas limitée à examiner cette question, elle l'a située dans le cadre général de la politique de «désarmement» et de «détente».

Or, dans ce domaine, le parti de Marchais a maintenu intégralement ses positions selon lesquelles la tendance aujourd'hui, dans le monde, est au progrès des rapports pacifiques entre les pays, aux nouvelles possibilités qui s'ouvrent pour le «désarmement». Sur cette base, son comité central n'a pas manqué de rappeler toutes ses propositions concernant la participation de la France à tous les accords et négociations par lesquels États-Unis et Union Soviétique prétendent depuis des années mettre fin à la course aux armements.

Mais force est bien de constater qu'au fur et à mesure que s'accumulent les conférences sur «la limitation des armements stratégiques», «la non-dissémination nucléaire», «la prévention des conflits nucléaires», «la réduction des forces en Europe», «la sécurité et la coopération en Europe», les deux superpuissances massaient des armements toujours plus nombreux, plus destructeurs et plus sophistiqués. Masquer cette réalité dans un pays européen, alors que notre continent se trouve au centre des rivalités des deux grands impérialismes, c'est contribuer à semer les dangereuses illusions sur la «détente» auxquelles l'URSS, dernier venu sur la scène mondiale et le plus agressif des deux, tient aujourd'hui par dessus tout, dans sa politique internationale.

C'est ce que continue à faire le PCF.

Pour le prolétariat, dans cette situation, le seul rempart sur lequel, en dernière analyse, notre peuple puisse compter pour assurer sa défense est sa propre mobilisation, fondée sur son propre armement, et supposant qu'on en finisse avec une armée dont l'appareil est séparé des masses et placé au-dessus d'elles. Cependant, les conditions dans lesquelles, même dans les circonstances du pouvoir bourgeois, notre pays est en mesure de faire face aux menaces bien réelles qui pèsent sur lui ne nous sont pas indifférentes. Aussi, tout en veillant à ce que cette arme, comme tout le reste de l'arsenal existant, ne serve pas les visées agressives de notre bourgeoisie, particulièrement contre les pays du Tiers Monde, nous tenons compte du rôle qu'elle peut jouer pour contribuer à dissuader l'une ou l'autre superpuissance de s'en prendre à notre pays.

Le PCF, qui dès années durant avait combattu au nom de la «détente» la force de frappe nucléaire française, en vient aujourd'hui de son côté à accepter son existence, au prix d'explications des plus embarrassées. Mais quelles sont les raisons avancées ? D'une part, l'impossibilité pour un gouvernement «de gauche» de consacrer une plus grande partie de son budget à la politique de défense. Sur cette base, ce qui est en réalité proposé, c'est la poursuite de la politique giscardienne de ralentissement de la construction de la force de frappe, aggravée du non-remplacement de la flotte des avions Mirage au moment où ceux-ci en viendront à tomber en désuétude.

Par ailleurs, Kanapa, dans son rapport, a souligné le danger que fait courir à l'Europe la puissance économique et militaire allemande. Pour notre part, nous n'avons jamais caché l'inquiétude que nous cause la tutelle germano-américaine croissante qui pèse sur la communauté européenne. Mais peut-on sérieusement l'invoquer quand par ailleurs, comme le PCF, on présente comme autant d'intentions pacifiques les ambitions nourries sur l'Europe occidentale par le Kremlin ?

Reste à savoir quelles sont les raisons réelles qui ont pu pousser le comité central du PCF à modifier ainsi sa position. Certes, les contradictions avec le parti socialiste étaient de plus en plus manifestes sur cette question, ces dernières années. Et Marchais tient autant que possible à réserver ses forces pour la bataille qui les oppose, sur les nationalisations, base de son projet de société. Mais Mitterrand était loin de mettre sur le nucléaire la même insistance dont il avait fait preuve, récemment sur l'Europe.

Restent les projets à plus long terme : dans la perspective des contradictions qui ne manqueraient pas de se développer au sein d'un gouvernement «de gauche», le PCF pourrait chercher, d'ores et déjà, à se ménager des positions au sein de l'armée. Sa politique d'ouverture aux officiers d'active, la réaffectation pour ses membres du droit d'occuper des fonctions d'encadrement militaire, donnent déjà des indications dans ce sens. Une telle politique n'aurait guère eu de chances de succès sans prendre en compte la logique militaire des officiers actuellement en exercice.

Que ce soit sur la nature de classe de l'armée ou sur l'indépendance nationale, la politique que le PCF entend appliquer dans le domaine militaire reste, après comme avant ce comité central, entièrement opposée aux intérêts de la classe ouvrière.

Jean LERMET

QUELLE ARMÉE POUR LE PCF ?



Parmi les arguments le plus souvent employés par le PCF contre la force de frappe, figurait celui-ci : cette arme coûte très cher, et par conséquent interdit de dégager les crédits nécessaires à l'entretien et à la modernisation des autres, ainsi qu'à un entraînement satisfaisant des soldats. Elle nuit donc, en définitive, à la défense nationale. Point de vue que la Fédération des Officiers et sous-officiers de Réserve Républicains (dirigée par le PCF) traduirait ainsi : «La stratégie dite de dissuasion nucléaire (...) n'implique-t-elle pas une course indéfinie aux armements qui, en définitive, met en cause les bases économiques et morales de notre capacité de défense».

A sa manière, et dans les conditions actuelles, le PCF soulève là une contradiction réelle. En effet, le développement de l'armement nucléaire français a été conçu à l'époque où notre impérialisme connaissait une forte croissance, et pouvait espérer se trouver en mesure de se dégager de la tutelle américaine. Le choix de forger son propre arsenal nucléaire était la traduction de cette tentative gaulliste au plan de l'armement.

Depuis, le développement de la crise et l'affaiblissement général de notre bourgeoisie ont porté de rudes coups à ces perspectives. Le gouvernement a dû renoncer, en particulier, à mettre sur pied le réseau de

radars, complément technique indispensable à la force de frappe. Dernièrement, Giscard, lors du dernier budget, a mis un frein important à la réalisation des tranches prévues pour l'achèvement et la modernisation de l'arsenal nucléaire.

Devant cette situation, un certain nombre de généraux se situant dans la tradition gaulliste en sont venus à poser l'alternative entre la poursuite de l'effort nucléaire et le maintien d'une armée de conscription, prônant la limitation du recrutement à des «volontaires», et la suppression du service militaire. Messmer, ex-ministre des armées de De Gaulle, s'est rallié à ce point de vue.

De fait, avec la crise, la contradiction est difficile à surmonter dans le cadre d'un pouvoir bourgeois. Un gouvernement de gauche s'y trouvera confronté tout comme celui de Giscard d'Estaing aujourd'hui. On attend du PCF qu'il publie les comptes de l'armée de demain, comme il vient de publier ceux de l'application économique du programme commun.

Pour mieux saisir dans quels termes cette question se pose, il faut en effet examiner la conception générale de l'armée qui est celle du parti de Marchais. En «loin de vouloir «casser» l'armée, nous voulons donner à la nation l'armée dont elle a besoin, et pour cela, assurer à celle-ci les arme-

ments, les structures, les conditions d'activité qui lui permettront de sortir de l'impasse où la politique actuelle la pousse». Mais pour l'ensemble de l'appareil d'État, il s'agit non pas de briser les corps-étrangers au peuple, afin que tout pouvoir puisse effectivement procéder de lui, mais de les aménager, dans un sens proclamé «démocratique».

S'agissant de l'armée mille moyens sont décrits qui permettraient, paraît-il, de la «lier à la nation» ; mais par une fois n'est évoquée la condition fondamentale de tout pouvoir de la classe ouvrière, ainsi que de toute défense réellement populaire : le peuple en armes, les milices populaires, fondement de l'armée prolétarienne, sont exclues. L'armée telle que la veut le PCF, serait «issu de la conscription», «formée essentiellement d'appelés du contingent et comportant la proportion nécessaire de cadres professionnels et d'engagés volontaires à moyen terme». Il insiste particulièrement sur le rôle des «cadres de réserve». Les cadres actuellement en place, formés à l'école pratique des guerres coloniales, ne sont nullement en cause : les sondages n'indiquent-ils pas que 50 % d'entre eux ont voté Mitterrand en 1974 ? Aussi se penche-t-on sur «les vicissitudes qu'ils éprouvent dans leur situation matérielle et sociale, dans leur vie professionnelle et familiale». En pleine période d'agitation

dans les casernes (fin 1974), le PCF proclame dans un projet de «statut démocratique du soldat» : «cadres et appelés peuvent se retrouver et non s'opposer comme le souhaite le pouvoir».

Mais il ne suffit pas de se concilier au maximum les officines déjà en place. Encore faut-il pouvoir en introduire de plus sûrs dans l'appareil militaire. Le PCF ne manque pas une occasion de revendiquer la suppression de «toute discrimination de caractère religieux philosophique ou politique, y compris dans l'accès aux grades». Et, pour favoriser l'accès de ses membres à la hiérarchie, il réclame également la liberté d'opinion et d'expression politique pour les militaires.

Celle-ci, toutefois, s'arrête aux portes de la caserne. La direction de la classe ouvrière sur sa propre armée s'exerce au grand jour, et les communistes y sont connus de tous, dans le cadre d'un pouvoir socialiste. Pour le PCF, au contraire, dans une armée où les grades sont maintenus, où les sanctions menacent toujours le soldat, où ses droits consistent essentiellement dans l'animation culturelle par des «clubs de soldats», la discipline ne saurait se fonder sur l'unité de volonté politique ; elle s'impose de l'extérieur au fils du peuple : cette discipline procède d'une logique de classe qui n'est pas la sienne, mais celle de ses ennemis.

CE QU'EN DISENT MARCHAIS ET KANAPA

«Notre décision de maintenir l'arme atomique ne peut être comprise que si elle est inséparablement liée à l'ensemble de ces propositions qui visent à consolider la détente politique et à faire avancer la détente militaire dans des conditions équilibrées de sécurité égale pour tous.»

«Il ressort des échos qui nous parviennent de toutes les armes, que nombreux sont les cadres qui aspirent à une autre conception de la Défense nationale et qui comptent en particulier sur notre Parti pour la définir et la faire prévaloir. (...)»

Comment ne pas voir que l'impérialisme allemand est, d'ores et déjà, devenu un géant économique, financier et même militaire, car sa puissance est, sur ce plan, maintenant considérable : il ne lui manque que la pleine liberté en matière nucléaire. (...)»

La politique du pouvoir a fait prendre un retard considérable à l'équipement de nos forces conventionnelles, retard en qualité et en quantité. Il faut voir les choses en face : il est impensable de combler ce retard rapidement. Une législature n'y suffirait pas. Ce n'est pas possible

rapidement non plus du point de vue financier. Compte tenu des objectifs sociaux et culturels du Programme commun, il ne peut être question d'augmenter la part du budget militaire dans le budget général.

Et si notre pays ne la possédait pas, nous ne pourrions certainement pas de nous en doter. Aujourd'hui, cet armement est un fait. Aujourd'hui, il représente le seul moyen de dissuasion réel dont disposera pour un temps le pays pour faire face à une menace d'agression. (...)»

«Nous nous prononçons strictement (...) pour la maintenance de l'arme nucléaire,

LE DOSSIER DU DEBAT BARRE-MITTERRAND

Les travailleurs révoltés par le chômage, le blocage de leurs salaires, qui dans le même temps s'interrogent sur l'avenir que leur proposent les tenants du programme commun, seront restés sur leur faim après le débat Barre-Mitterrand d'hier soir. Car, si Barre, avec un cynisme peu commun a renouvelé ses propos aussi mensongers que rassurants pour nous convaincre que, dans l'effort, la France était sur la bonne voie, Mitterrand s'est bien gardé de présenter de façon méthodique la politique qu'il proposait.

Et Barre a eu beau jeu de souligner les incohérences de ses propos. Toutefois, souvent sur la défensive, le chef du PS a montré à plusieurs reprises le bout de l'oreille, rappelant le facteur essentiel que constitue le commerce extérieur, avouant qu'il ne promettait pas une lutte rapide contre le chômage, prenant pour exemple du

rôle bénéfique des nationalisations le cas des entreprises publiques actuelles...

Pressé par Barre de se prononcer sur le chiffrage proposé par le PCF sur le programme commun, Mitterrand a dit tout net «Non» !

Aveux et silences prouvent que Mitterrand, obligé de manoeuvrer dans un champ miné de contradictions (avec le CERES, avec le PCF et par dessus tout avec les travailleurs peu confiants en ce vieux routier de la politique) préfère rester dans la vague et esquiver les questions embarrassantes.

Nous donnons ici, sur trois questions décisives, les éléments du véritable face-à-face des politiques de Barre et de Mitterrand, politiques convergentes sur les buts mais qui ne se distinguent que sur les moyens.

Suite de la une

Dépassé, Mitterrand, vieux politicien bourgeois accompli, mais novice en économie ne pouvait trop répondre à Barre, professeur d'économie depuis un quart de siècle, et qui est bien placé pour révéler complaisamment les contradictions du projet socialiste, tant elles sont proches des contradictions du plan Barre lui-même. Ainsi on a vu Mitterrand reconnaître tout à tour que le SMIC à 2 200 F ce n'était guère supérieur à ce que Barre fixerait lui-même en 78, que la disparition du millier de chômeurs (où sont passés les 500 000 autres ?) d'ici 82 c'était de l'utopie...

Ainsi ce face à face aura révélé une opposition de «gauche», bien incapable d'opposer une alternative aux vieilles recettes réactionnaires, et impuissantes aujourd'hui à résoudre la crise incarnée par le gouvernement Barre. Les honteuses flatteries de Mitterrand à l'égard de Barre «je vous respecte, je n'ai rien contre vous» disqualifiaient d'entrée les deux personnages.

Ce qu'ils ont dit

MITTERRAND :

«Vous avez eu raison, à mon sens, de citer en premier le commerce extérieur. Je crois qu'il ne peut pas y avoir de politique gouvernementale, d'où qu'elle vienne, menée par qui que ce soit, qui ne se fixe d'abord comme objectif essentiel, fondamental, de préserver l'équilibre, et si possible d'acquiescer un bénéfice dans le domaine du commerce extérieur. (...)

On a déjà expliqué beaucoup d'autres choses au parti communiste. On a parlé de l'Europe, de l'élection du parlement européen au suffrage universel, et cela va plutôt dans le bon sens. On a expliqué un certain nombre de choses concernant la situation militaire (...): ils nous ont plutôt écoutés. Sur la dictature du prolétariat (...), le parti communiste nous a plutôt donné raison.

BARRE :

«Le parti communiste a bien joué. De deux choses l'une : ou bien vous acceptez le chiffrage, qui correspond à un certain nombre de mesures qui ont été annoncées (le SMIC à 2 200 F, la revalorisation des allocations familiales de 50%, j'en passe), ou vous refusez. Si vous refusez, vous êtes débordé, car vous avez dans un bon nombre de milieux soulevé de grands espoirs. Ou bien vous acceptez, et à ce moment-là vous avez mis le doigt dans l'engrenage, et vous y passez tout entier.»

MITTERRAND :

«Le chiffrage proposé par le parti communiste (...) bien entendu que c'est et que ce sera non. Comment pouvez-vous imaginer une seconde que je pourrais m'associer à l'application d'un programme qui ne serait pas le programme commun de la gauche, qui le déborderait de toute part, alors que le programme commun exige déjà beaucoup, puisqu'il conviendra non seulement de relancer l'économie française, mais de tenter de réparer vos fautes. Je dirai aussi bien mardi prochain à Georges Marchais ce que je vous dis.

Heureusement qu'il y a un grand parti socialiste (...). Il faut parler clair, montrer que les choix que l'on fait ne sont pas à la merci de n'importe quelle manoeuvre, opération ou même de n'importe quelle volonté du partenaire.»

BARRE :

«Je pensais, en vous écoutant, à ce que M. Marchais avait écrit dans «L'Humanité», le 23 octobre 75 : «Chaque fois que le parti socialiste s'est trouvé en position de force, il n'a jamais tenu les engagements qu'il avait pris.»

Il y a quelques ennuis, à l'heure actuelle, dans les municipalités détenues par les listes du programme commun qui ont gagné. Ni vous, ni M. Defferre, n'avez mis des communistes sur vos listes. C'est pour ça que vous êtes tranquilles. (...)

Vous êtes contre le SMIC à 2 200 F ?

MITTERRAND :

«non, je pense qu'avec votre politique, vous vous trouverez dans l'obligation, en supposant que vous restiez, comme on l'annonce, premier ministre au mois de mars prochain, de mettre le SMIC à 1 900 F. Alors, ne vous effrayez pas trop des 2 000 F. (...)

Nos propositions ne dépassent pas, et même sont en dessous, de ce qui avait été fait lors de la conférence de Grenoble au temps de M. Pompidou (en 1968).»

Accord sur l'assainissement

On sait que la ligne force du plan Barre, visant à contrecarrer l'affaiblissement de l'impérialisme français sur le plan international, c'est «l'assainissement» des structures économiques, en clair fermer les entreprises non rentables, rendre plus efficace l'exploitation des travailleurs. L'objectif : améliorer la compétitivité internationale, redresser la balance commerciale, défendre le franc. Sur ce point, l'accord de Mitterrand avec la stratégie Barre est total. En acceptant les règles de la compétition internationale, en fixant pour objectif à l'industrie de se développer pour l'exportation, le PS, dans sa majorité, se place dans la même logique que l'équipe au pouvoir. Delors, délégué du PS aux questions internationales, déclarait récemment : «Il s'agit d'abord de dégager un potentiel d'exportation dans les secteurs où la demande mondiale est forte... Or, notre industrie n'a pas encore «assimilé» la crise de 1974 et 1975 ; la France n'a pas mis en place un nouveau potentiel d'exportations...»

D'autre part, comme Barre, le PS vise à assurer le «redéploiement» de nos exportations vers le Tiers-Monde. A l'échec actuel de cette politique le PS, frère du parti au pouvoir en Israël, oppose sa capacité à mieux réussir dans cette tentative. Pourtant ce ne sont pas ses propos démagogiques en faveur du Tiers-Monde qui suffiront à lui gagner la confiance de ces pays.



Chômage : une égale impuissance

Les derniers mois ont apporté la preuve que le plan Barre, c'est l'aggravation du chômage. Au point qu'aujourd'hui le «Plan-Bis», les déclarations de Beullac, le CNPF nous promettent des mesures énergiques. Chirac fait de la surenchère pour ne pas être de reste. Objectif : créer 300 000 emplois dans les mois à venir ! Promesses électorales si l'on en juge par les moyens mis en œuvre pour atteindre cet

objectif : des mesures dérisoires face à un mal profond du capitalisme.

De son côté le PS ne s'engage guère : «Notre objectif est de réduire le chômage de 200 000 par an sur cinq années et d'arriver au plein emploi au bout de cinq ans plutôt que de prendre des mesures brutales difficilement supportables par l'économie !». Le

chômage ne serait-il pas difficilement supportable par les travailleurs ? Mais pour le PS le sort de «l'économie» a plus d'intérêt que celui des travailleurs. Notons que cet objectif de 200 000 emplois par an est loin de celui lancé par le PCF (500 000) soucieux de paraître préoccupé de l'intérêt des masses... mais cet objectif est également aujourd'hui en retrait sur celui du patronat lui-même !

Les moyens : chacun sa recette

C'est sur la question des moyens pour atteindre des objectifs semblables que Barre et le PS se séparent.

o Sur le plan économique, la différence réside dans la question des nationalisations. Pour l'équipe au pouvoir, les nationalisations, il y en a assez. L'État dispose d'assez de moyens d'intervention économique (fiscalité, crédit, plan sélectifs...) pour orienter la marche de l'économie vers l'objectif de redressement économique, pour imposer les «réformes de structure» nécessaires.

Quant au PS, il tire argument des échecs répétés de la politique actuelle pour justifier la nécessité

des nationalisations, pour justifier les compromis qu'il a été amené à passer avec le PCF sur cette question. Dans son optique, la nationalisation des banques et du crédit est l'essentiel puisqu'elle permettra d'impulser plus efficacement l'assainissement et les réformes de structures, puisqu'elle offrira plus de moyens à la planification. Rocard ne cesse d'ailleurs de répéter que cette planification ne sera qu'un complément du marché, qu'un moyen de les discipliner au service du profit.

o Sur le plan politique, le PS joue et rejoue sa carte

maîtresse dans sa compétition électorale avec la droite : la gauche au pouvoir, sous direction du PS, ce serait la garantie d'un consensus social auquel la droite ne peut plus prétendre actuellement. Outre que le PS est bien imprudent d'affirmer qu'il pourra duper les masses en leur faisant cautionner sa politique bourgeoise, cet «argument» révèle bien sa nature social-démocrate, sa volonté d'imposer aux masses la collaboration de classe.

Michel FLORAC

POLITIQUE

Congrès du Parti Radical

SE RAPPROCHER DE CHIRAC OU DE LA GAUCHE EN TOUT CAS S'ÉLOIGNER DE GISCARD

Aujourd'hui s'ouvre à Paris le Congrès du Parti radical. Si ce congrès n'entraînera pas de bouleversement significatif dans la situation politique actuelle, il sera néanmoins intéressant de suivre l'évolution des rapports de forces des différentes tendances internes, notamment de la «dernière arrivée», celle représentée par Edgar Faure.

La «tradition radicale» est une des plus vieilles composantes politiques de la bourgeoisie française.

Parti assurant l'assise de la bourgeoisie dans la petite bourgeoisie, le parti radical gouverna durant toute la III^e République. Depuis 1945 il est en perpétuel déclin, devenant complètement marginal avec le gaullisme.

Cependant en 1970, une grande partie de ce mouvement, voyant dans le programme commun une alternative bourgeoise prometteuse du point de vue électoral, s'associe à ce projet et rentre ainsi dans l'«opposition», provoquant en même temps une «scission» dans le mouvement

radical. En décembre 1973, se tiendra le congrès constitutif du mouvement des radicaux de gauche (MRG).

Assez délabré, ce qui reste du «Mouvement Radical» tente de se reconstituer ; en novembre 1973, se tient le congrès de Wagram où JJSS, après son numéro habituel («je pars, retenez-moi»), fut réélu, faute de mieux. De ce congrès, sortit une tentative «réformatrice», un rapprochement avec les réformateurs. Jusqu'en 1976 se succédèrent des démarches innombrables, des discussions de couloirs, entre les radicaux et les différents autres groupuscules centristes, et ceci jusqu'à aujourd'hui.

Le mouvement radical ne représente aujourd'hui plus grand chose, si ce n'est qu'un petit groupe de politiciens dont le seul souci est de se mettre en valeur et de s'accrocher à une parcelle de pouvoir ; le problème est de savoir qui de la «gauche» ou de la droite le permettra le mieux !

C'est dans cette situation

que s'ouvre le congrès de cette année. L'intérêt en sera donc la prochaine orientation de ce mouvement. Deux tendances existent : l'une, qui semblait se dessiner dans la dernière période, et dont le porte-parole est JJSS s'éloigne de Giscard et commence à évoquer un possible rapprochement vers la gauche. L'autre correspond à la toute récente arrivée d'Edgar Faure et représente en fait une tentative du RPR pour «féodaliser» les radicaux.

Mais il semble en tout état de cause, exclu que ce congrès décide un soutien au gouvernement et à Giscard !

La bataille, qui ne manquera certainement pas de piquant quand on connaît les protagonistes, opposera deux vieux renards dont l'un, JJSS s'est taillé une solide réputation de girouette, et l'autre, Edgar Faure arrive, en affirmant, non sans audace ; «Je suis le seul point fixe du radicalisme !»

Olivier LUSSAC

Conférence de presse du CNPF

UN PLAN CONTRE LE CHÔMAGE A LA MESURE DU PLAN BARRE-BIS

«La France sort de la crise. Tous les chiffres en témoignent. L'économie française a retrouvé — et même dépassé — les niveaux de production, d'investissement et d'exportation qu'elle avait atteints en 1974 avant de s'enfoncer dans la récession.»

C'est par ces inepties que Ceyrac a ouvert la conférence de presse du CNPF. C'est un véritable appel à la «mobilisation générale» qu'il lancera en concluant : «La société à laquelle nous tenons, celle que nous défendons, doit montrer qu'elle est capable de faire face aux défis de la crise et, notamment, d'accueillir les jeunes à la recherche d'un emploi.» Pour ce «noble objectif», les patrons ont passé toute la journée à élaborer un plan de bataille, répondant parfaitement aux normes fixées par le plan Barre-bis. C'est Yvon Chotard qui présenta celui-ci.

Le vice-président du CNPF explique que l'objectif fixé aux entreprises était de

créer 300 000 emplois pour les jeunes ! Pour ce faire, cinq mesures principales sont définies :

«La priorité serait donnée à l'embauche des jeunes ayant reçu une formation technique.»

«Les professions prennent l'engagement que tous les apprentis, actuellement en formation, soient embauchés.»

«Dès octobre 1977, le nombre d'apprentis de première année serait augmenté de 25%.»

«Le nombre de contrats emploi-formation serait augmenté d'un tiers afin d'atteindre le chiffre de 4 000 contrats signés par mois, soit au total 50 000 par ans.»

«Globalement, les entreprises prendront des jeunes en stage à concurrence de 1% de leur effectif, ce qui représente 100 000 offres de stage.»

En faisant une estimation optimiste, ces mesures ne nous donnent toujours pas 300 000 postes nouveaux ! Mais là n'est pas l'essentiel ; outre le vague de ces me-

sures, il n'y a rien sur les moyens de les faire appliquer : Ceyrac répondra que cela est la deuxième phase de ce plan ! On peut douter de l'enthousiasme qu'entraîneront ces mesures après l'intervention, non prévue, d'un petit patron, durant la conférence : «Rien n'est dit sur la situation présente : pour moi... loin de vouloir embaucher, je me préoccupe de licenciés.»

Ceyrac n'arriva pas à convaincre ce «pauvre» petit patron qui a du mal à jeter à la rue ses ouvriers ; sa seule réponse fut : «Il faut attendre des jours meilleurs !»

Cette «mobilisation contre le chômage» du CNPF est aussi peu convaincante que le plan Barre-bis, duquel elle est directement issue. Rien sur les milliers de jeunes qui seront licenciés dans les prochains mois, ni sur les milliers d'autres qui arriveront sur le marché de l'emploi à la rentrée !

O. LUSSAC

LUTTES OUVRIÈRES

Tréfileries et laminoirs de la Méditerranée (Marseille)

PREMIER BILAN D'UNE LUTTE

Après la grève de dix jours début avril à la TLM, la cellule A. Dallidet du PCR a engagé avec des travailleurs syndiqués CGT et CFDT un bilan de cette lutte qui, dans la période juste après les municipales, a représenté un pôle pour les entreprises de Marseille. Aujourd'hui, certains travailleurs disent : «On n'y est pas arrivé, mais il faudra bien repartir en lutte, ce n'est pas possible de continuer comme ça.» Pourtant, les leçons qui sont tirées ne sont pas encore claires pour tous : ces premiers éléments de bilan contribuent à combattre le manque de confiance.

«Une fois qu'on a déposé le cahier de revendications qu'on avait élaboré dans les ateliers, il n'y a eu aucune réponse : le patron refusait tout ! Aussi on a demandé aux délégués ce qui se passait et on les a critiqués parce qu'ils ne défendaient pas fermement nos revendications. Ils misaient sur l'attentisme et ça on l'a refusé : une lettre a circulé dans l'usine, signée par les ouvriers, demandant que les délégués prennent leurs responsabilités. En même temps, il a fallu convaincre les ouvriers sous contrat que la lutte est possible. Oui, pour nous c'est une victoire d'être arrivés à déclencher la grève dans l'unité malgré ces obstacles.»

La grève déclenchée le problème reste le même :

quelle voie suivre ? Renoncer et se soumettre, ou mener la bataille pour que le syndicat soit l'affaire des travailleurs, pour que ce soient eux qui dirigent ?

«Nous on voulait occuper, fermer les portes, et faire un piquet pour empêcher de travailler ceux qui ne faisaient pas grève ; les délégués nous ont dit qu'on avait pas le droit ; qu'il fallait respecter la liberté du travail et que les flics allaient venir. Alors comme on est beaucoup d'immigrés, ça a entraîné l'hésitation. Mais quand un camion de livraison a voulu entrer on a été plus de 50 à l'empêcher et il n'a pas été question de le charger, il a du repartir.»

Même si l'idée de lutte dure ne triomphe pas la voie

est montrée : la fermeté paye ! Mais comment les décisions sont prises, quelle attitude avoir face au patron ?

«Les délégués n'avaient pas d'autre idée en tête que la reprise, ils ont tout fait pour décourager les travailleurs en reprenant les arguments du patron : il ne veut rien lâcher, il a des commandes, on doit reprendre le travail. Certaines propositions ont été reprises, par exemple la popularisation : ça a été payant puisque des travailleurs d'autres usines ont apporté leur soutien à la porte de l'usine (Alstom, Générale Sucrière, RTR, Coder,...). Mais le plus important a été bloqué (le piquet et l'occupation) et on a été laissés sans perspectives.»

En fin de compte comment expliquer que l'idée de reprise a pu malgré tout l'emporter ?

«On a fait un vote où malgré les chefs et les non grévistes, c'est la continuation qui l'a emporté. Les directions syndicales ne l'ont pas respecté, on a vite compris qu'ils mettaient le paquet pour faire repartir : au lieu de nous réunir tous pour décider comment on continuait, ils ont fait des

petits groupes et en morcelant ils sont arrivés à faire passer ce qu'ils voulaient, en s'appuyant d'abord sur les plus hésitants. Une note du patron a donné alors les conditions de la reprise : l'affaire était déjà réglée sur notre dos ! Mais pour l'engagement à ne pas prendre de sanctions il a fallu encore se battre pour qu'il soit confirmé et de toutes façons il faudra être vigilants si on veut qu'il soit respecté.»

Tout au long de la lutte,

ainsi d'ailleurs que dans la période juste avant les municipales, le PCF est apparu à la porte de l'usine entre autres par ses élus ; mais les travailleurs ne s'y sont pas trompés : «Ces gens là se sont pointés en complet-veston pour nous promettre des tas de trucs s'ils passent au pouvoir. Mais nous on juge sur pièces, quand on leur a posé la question du piquet ils ont répondu que c'était pas légal ! Ils ont même fait une réunion pour nous

soutenir mais c'était pour faire passer leurs histoires, le programme commun et que le plus important c'était les élections de 78... On ne se fait pas d'illusions, s'ils passent ils vont avoir la même attitude face aux plans des patrons ; et pour nous immigrés ça veut dire l'expulsion.»

Bien des questions restent encore à débattre : l'unité entre tous les éléments combattifs des deux syndicats de l'usine, les autres usines du quartier pour qui l'unité autour de la TLM avait représenté un espoir etc. Mais les perspectives de lutte sont là et la grève d'Avril n'a été qu'une étape : comme dit un travailleur «aux élections de délégués après la lutte de 75 (voir encart) on a vidé le délégué qui a eu une grande responsabilité dans le licenciement des collègues et les sanctions. Depuis on se bat pour contrôler ce que font les délégués et comment ils défendent nos revendications. Il y a encore beaucoup à faire pour que ce soient les travailleurs qui dirigent mais on y arrivera. Aussi aux prochaines élections de délégués on demandera des comptes.»

Cellule A. Dallidet
Marseille

Les leçons de la lutte de 75

75 : Un travailleur a un bras broyé dans une machine. Il a fallu un débrayage massif pour qu'enfin la direction accepte les souliers de sécurité, l'application de la protection et deux ouvriers sur le poste. Lors de ce débrayage, impulsé par l'atelier tréfilerie, et avec le laminoir et la fonderie, la direction de la CGT a tout fait pour morceler : alors que la très grande majorité de l'équipe du matin débattait de l'extension à l'équipe de l'après-midi ils ont appelé à se réunir atelier par atelier. En faisant courir de fausses informations et en mettant en avant le chantage au chômage, ils ont paralysé la lutte, ce qui a permis au patron de pouvoir licencier plusieurs militants CFDT ; enfin, ils ont refusé la lutte unie avec la CFDT pour la réintégration des licenciés alors que la majorité y était prête. Au moment où le chantage à la crise de la bourgeoisie posait la nécessité d'une riposte unie, ils portent la responsabilité de cet échec, partagée avec les hésitations de la CFDT. Mais les ouvriers ont su en tirer des enseignements : plusieurs sont alors entrés dans la section CFDT pour y mener une lutte résolue pour un syndicalisme révolutionnaire.

LUTTES OUVRIÈRES

Alsthom (St-Ouen) 5^e semaine de débrayages«**Songer sérieusement à la seconde étape**»

«*Nous sommes depuis cinq semaines en grève ! La direction répond toujours par le mépris à toutes nos revendications. Les sanctions pleuvent. Hier encore, un de nos délégués a été mis à pied un jour. Arrêt de travail de 7 heures à 7 h 30 !*»

C'était hier matin, à 6 h 30 devant la grande porte de l'Alsthom à St Ouen. Le même discours bref, au mégaphone, prononcé par un militant CFDT, est répété à intervalles réguliers alors qu'arrivent les travailleurs. Ceux-ci forment bientôt une masse compacte dans la petite rue qui mène à l'usine. Hier matin, comme depuis cinq semaines, quotidiennement, ils vont observer un débrayage d'une

demi-heure, par surprise. Sur les murs recouverts d'affiches, sur le portail, des caractères blancs sur le fond rouge d'une banderole rappellent les revendications : 2 500 F pour tous, 300 F, le 13^e mois, un mois de congés sans solde pour les immigrés. Pendant 30 minutes, toutes les issues de l'usine seront gardées par des piquets de grève. Alors qu'une cinquantaine de travailleurs entonne : «*Rien n'est à eux, tout est à nous*», la pluie ne fera pas bouger la majorité des ouvriers qui restent sur le trottoir, pensifs : «*5 semaines de grève et on ne voit toujours rien venir*» se dit à lui-même un travailleur.

5 semaines de grèves n'ont en effet pas fait céder la direction. «*Il va falloir donner un coup de pouce à cette grève*» dit un autre «*entamer la deuxième étape*». Et l'engager dans de bonnes conditions.

«*5 semaines de débrayages déjà auxquelles il faut ajouter le coulage de la production, irrégulier selon les ateliers. Nous avons choisi cette forme de lutte parce qu'elle comporte d'indéniables avantages. Etant donné l'ennemi qu'il y a en*

Le problème financier commence en effet à se poser ; un problème que certains dirigeants de la section CGT, connus par ailleurs, comme étant des membres du PCF, font tout pour aggraver ; ces messieurs qui se sont illustrés ces derniers mois, (en tant que gérants du Comité d'Entreprise), en augmentant fortement le prix de la cantine, en licenciant nombre d'employés des cuisines, (ce qui leur a d'ailleurs coûté une sévère perte de

tiatives, la dernière en date étant celle d'hier matin : la question de quelle unité réaliser, jusque dans quelles limites.

«*Face à la CGT, on est amené à faire des concessions. Toute la question porte sur le contenu des compromis. Sur le fond, pas question. Au plus, on peut reculer sur la date d'une assemblée d'atelier*», affirme un militant CFDT qui ajoute : «*De toute façon, jusqu'ici, la puissance du mou-*

cesser la lutte. La question de l'unité d'action doit être traitée sur des bases claires, devant les travailleurs. Et le vrai problème, outre le fait qu'il faut tenir financièrement, est bien l'extension du mouvement, d'une part, parce qu'il ne suffit pas de tenir à St Ouen, cinq semaines l'ont montré, d'autre part, parce que cette extension est rendue possible par l'existence de trois luttes dans le trust menées par des milliers d'autres travailleurs, souvent sur les mêmes revendications, comme à Villeurbanne. C'est cette extension que nombre de travailleurs exigent dans les discussions, c'est l'absence de sa prise en main qui explique la lassitude actuelle, une lassitude que certains militants CFDT ressentent très bien. «*Hier matin, il était temps de prendre l'initiative que nous avons prise*». Mais le blocage pendant 30 minutes de l'usine suffit-elle ?

Comment se fait-il que les travailleurs de St Ouen n'aient appris l'existence de la lutte de leurs 3 000 camarades de Villeurbanne que quatre semaines après son départ, pour la bonne raison qu'aucun contact n'avait été pris avec eux avant ?

Une fois de plus, il ne s'agit pas de rompre, mais de faire des propositions d'action et de commencer à les engager, de discuter sur cette base quitte à se passer de ceux qui freinent la lutte. Les ouvriers de la chaudronnerie, secteur jugé par certains, «*le moins combatif*», qui sont tout de même à l'origine de la lutte, l'ont bien compris, en débrayant 4 heures, il y a deux jours, contre la répression, contre l'avis des révisionnistes.



face de nous, l'Alsthom, il faut tenir longtemps, perdre le moins de fric possible. Mais ça devient insuffisant. La CFDT a proposé de passer à deux débrayages d'une demi-heure par jour pour désorganiser la production» affirme un militant CFDT reconnaissant implicitement qu'il faut aller plus loin.

voix aux dernières élections) refusent de débloquer quelque argent que ce soit pour aider les grévistes. Même chose au niveau cette fois du syndicat CGT métallurgie du département «*qui bloque la solidarité sous prétexte qu'il faut d'abord s'occuper d'entreprises comme Chaix ou Cazeneuve*».

L'UNITÉ D'ACTION

«*Mais la majorité des gars a refusé : ils perdent déjà 5 heures de salaire par semaine (3 heures de grève et deux heures de lock-out)*».

Cela pose incontestablement, un premier problème à la section CFDT qui, il faut le dire, a été jusqu'ici à l'origine de toutes les ini-

tiatives, la dernière en date étant celle d'hier matin : la question de quelle unité réaliser, jusque dans quelles limites. «*Face à la CGT, on est amené à faire des concessions. Toute la question porte sur le contenu des compromis. Sur le fond, pas question. Au plus, on peut reculer sur la date d'une assemblée d'atelier*», affirme un militant CFDT qui ajoute : «*De toute façon, jusqu'ici, la puissance du mou-*

PTT : le mouvement de grève dans les centres de tri de banlieue

POUR UNE COORDINATION EFFECTIVE DES LUTTES

La série de grèves reconductibles lancées dans les centres de tri PTT de banlieue depuis le 11 mai à 0 h se poursuit inégalement suivant les différents centres. A Créteil, par exemple, l'un des points forts du mouvement, les grévistes avaient prévu hier de rendre visite au directeur départemental des Postes qui, bien que se proclamant «socialiste» et ami de Mitterrand n'en a pas moins fermé la porte de son bureau aux travailleurs venus lui rappeler leurs revendications. La délégation des postiers grévistes a décidé alors de se rendre à

l'ANPE la plus proche où après distribution de tracts a eu lieu un débat intéressant qui a rassemblé ces travailleurs des PTT réclamant des effectifs supplémentaires et la masse des chômeurs présents, privés d'emploi depuis de longs mois.

Car c'est avant tout sur cette revendication d'une augmentation des effectifs, fermement défendue par les employés de la majorité des nouveaux centres de tri de banlieue, qu'a démarré et s'est construit ce mouvement de lutte. S'y sont adjointes des revendications

communes également à chacun de ces centres, telles que l'amélioration des conditions de travail qui se dégradent continuellement avec l'automatisation progressive des centres. Les sections syndicales de ces centres, implantés un à un après la grève mémorable de novembre 74 dans les départements de la périphérie de Paris, avaient posé d'emblée comme condition à ce mouvement la mise en place d'une coordination effective des organisations syndicales CGT et CFDT. Les directions syndicales départementales et régionales ont

dû pour une large part céder à cette exigence, mais sans en faciliter la mise en place. Ainsi, après trois jours de lutte dans certains des centres de tri (Créteil, Bobigny, Nanterre...), le mouvement reste mal assuré et la coordination (deux fois réunie) est encore fragile. C'est pour donner une impulsion nouvelle à ce mouvement coordonné des centres de tri départementaux que les postiers et leurs sections syndicales prévoient pour aujourd'hui une initiative commune destinée à affermir l'unité de lutte engagée.

Les travaux du 36^e Congrès des postiers CFDT

Edmond Maire en dit plus...

Après la présentation du rapport général par E. Le Beller, secrétaire fédéral, le Congrès National de la Fédération des postiers CFDT poursuit ses travaux à la Grande Motte (Hérault) et prendra fin ce vendredi.

Mercredi, le débat a continué d'être vif, plusieurs délégations de postiers des différentes régions de France ayant vigoureusement pris à partie certains des thèmes défendus par la direction sortante, tant sur l'action revendicative immédiate que sur les perspectives politiques.

Concernant les formes de l'action revendicative préconisées par les États-majors fédéraux et confédéraux, E. Le Beller et Edmond Maire ont été invités à s'expliquer sur les journées d'action de 24 heures à répétition, certains syndicats demandant «*quelles conditions avaient été respectées pour la préparation des dernières grèves de 24 heures*» faisant ainsi allusion à l'absence de débat démocratique à la base sur le choix de semblables formes de lutte de plus en plus remises en cause par la masse des postiers. D'autres syndicats se sont ainsi fait les fervents promoteurs de nouvelles formes de lutte comme les grèves tournantes reconductibles ou le coulage des cadences dans les centres et les bureaux. Faisant la sourde oreille à ces interpellations, Edmond Maire s'est employé à défendre envers et contre tout sa «*politique de harcèlements articulés*» que constituent ces grèves de 24 heures, balaya, d'un revers de main toutes autres formes de lutte, «*irréalistes*» selon lui parce que ne conduisant pas au succès revendicatif, «*ni surtout au succès politique*»...

La transition était ainsi toute trouvée pour que se poursuive le débat déjà engagé la veille sur l'attitude de la direction confédérale dans l'hypothèse probable où la gauche accède au pouvoir en mars 78. A tous ceux qui, comme ces délégués des Bouches du Rhône, appelaient à prendre toute distance avec le PS, eux-mêmes pouvant témoigner «*des pratiques non démocratiques de gauche*» à Marseille ; à tous ceux qui posaient des jalons pour que soient garanties l'indépendance du syndicat et l'autonomie de l'action syndicale face à un éventuel gouvernement de gauche, E. Le Beller avait déjà répondu en termes crus qu'il n'y avait, selon lui, aucune contradiction d'intérêts entre les travailleurs et un tel gouvernement PC-PS et qu'il allait même de l'intérêt des travailleurs de prendre tous les moyens pour défendre ce gouvernement en sachant au besoin se montrer «*raisonnables*» sur les revendications.

Edmond Maire est intervenu à son tour sur le sujet en des termes évidemment beaucoup plus subtils. Commencant par regretter les «*insuffisances*» du programme commun qui «*ne représente pas suffisamment un changement de cap vers un socialisme autogestionnaire*». Edmond Maire, après quelques clins d'yeux à «*l'opposition démocratique minoritaire*» a finalement réaffirmé de la manière la plus claire que, une fois la gauche au pouvoir, «*il faut un renversement d'alliance, avec le pouvoir gouvernemental, contre le pouvoir patronal. C'est pourquoi par exemple, la «stratégie de débordement» n'aboutirait qu'à resouder le bloc patronal avec le bloc gouvernemental*» et qu'en conséquence, il préconisait de «*maîtriser la confrontation sans recourir à des moyens bureaucratiques*»...

J. LEBLOND

Bergeron «dans un fauteuil»

A. Bergeron vient d'être réélu secrétaire général de F.O. au Congrès de Vichy avec 87,2% des mandats (soit 2,5% de plus qu'au Congrès de Toulouse précédent). L'annonce de la participation «spécifiquement Force Ouvrière» à la grève du 24 mai a permis à l'«opposition» formelle (trotskyste et anarchiste) de ne pas marchander ses voix pour Bergeron. Par contre, le courant CERES a fixé sa (petite) progression dans 8,3% des votes hostiles. Sur la résolution générale, un amendement issu des Impôts, des PTT, EGF et Banques devait concrétiser, lors de la dernière journée de vendredi, le courant favorable à l'Union de la Gauche dans le congrès. D'ores et déjà, on peut dire : «rien de neuf à F.O.». Les «rénovateurs» mis en échec choisiront-ils désormais le départ ?

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN

636.73.76.



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Quimper : le pétrole sera brûlé

Le maire de Quimper, secrétaire d'État aux collectivités locales, Becam a trouvé la solution de son problème de pétrole, plus précisément on lui a soufflé : le pétrole sera brûlé. Cette solution était trop complexe pour être imaginée par le maire de Quimper. La Compagnie Générale des Eaux a prévenu Becam qu'elle était en mesure d'assurer cette incinération. La récupération du pétrole enfoui s'est poursuivie hier. Malheureusement, l'imprégnation du sol par le mazout va rendre l'eau des puits imbuvable pour un certain temps.

Le pompage des 8 000 tonnes de pétrole contenues dans le Boehlen a commencé mardi. Selon les techniciens, l'opération menée à partir du «pétrel» durera sept à huit semaines et coûtera 70 millions de francs. Le pétrole récupéré par le «Pétrel» sera incinéré sur place au fur et à mesure.

Grève des employés du cinéma de la Gaumont

Une centaine de techniciens et employés de la société Gaumont ont décidé la grève générale hier matin en assemblée générale à la Bourse du Travail à Paris. La grève a commencé à 13 heures dans les salles de spectacles. La Gaumont a 17 salles à Paris. La grève est effective à Paris et également dans certaines villes de province (Lille, Rouen, Montpellier, Grenoble). Les employés de la Gaumont réclament deux jours de repos consécutifs et une augmentation des salaires.

Les délégués du personnel ont été reçus par la direction de Gaumont, aucun accord n'est intervenu. Les grévistes demandent la solidarité des autres salles de spectacle parisiennes.

Communiqué du comité de soldats du 25^e RA à Thionville

Le comité de soldats du 25^e R.A. de Thionville affirme sa solidarité avec les travailleurs d'Usinor et du bassin sidérurgique en lutte contre les licenciements et les menaces de chômage. Les appelés sont également solidaires des élèves des CET et des CFA de la région à qui les trusts sidérurgiques offrent comme seule perspective leur départ au service national, voire même l'engagement outre-mer. Le comité rappelle à ce titre que nombreux sont les appelés qui sont confrontés, au moment de leur libération, aux problèmes de l'emploi et du chômage.

A Grand Queuvilly

La municipalité de gauche coupe les crédits aux «ballets de la cité»

A Grand-Queuvilly la municipalité d'union de la gauche, à majorité PS, n'a pas trouvé bon de renouveler les subventions accordées à une troupe de danse : les Ballets de la Cité, installée depuis deux ans dans cette ville. La décision de couper toute aide financière, semble venir des élus «socialistes». La politique de l'autruche, étant pour les élus du PCF une façon de ne pas trop compromettre l'union. Une deuxième troupe, le Théâtre des deux Rives, ayant aussi élu domicile à Grand-Queuvilly, voit sa subvention passée de 75 000 à 110 000 pour l'année. Par cette manœuvre, on veut créer des dissensions entre les deux troupes. Le tout accompagné de motifs tels que : Les Ballets de la Cité n'attirent aucun public ; cela coûte trop cher à la commune, etc.

Les enfants des écoles de Grand-Queuvilly, quant à eux, connaissent bien les Ballets de la Cité. Ils oublient vite alors la salle de classe, comme l'expliquent les danseurs, «l'important, c'est de faire saisir aux enfants, mais aussi aux adultes que la danse est

aussi une forme de langage.» Il y a eu bien sûr des réserves de ceux qui pensent que tutus et pointes étaient liés à cet art. Le mur est aujourd'hui brisé et plus d'une centaine de Queuvillais ont profité de cette animation. Expérience qui risque d'être riche : une initiative allant dans le sens d'une ouverture de l'enfant à la connaissance de son corps.

Après les dernières nouvelles, il y aurait eu un tour de «passe-passe» dans le budget pour accorder une subvention. Mais avec une réduction de 20 000 F. De nombreuses organisations syndicales sont venues apporter leur soutien à la troupe.

Deson côté, le PCF a trouvé bon de ne pas poser sa signature sur une motion : la répression qui s'abat sur les Ballets de la Cité n'est pas un fait nouveau dans la région. Les comédiens Nicollet et Hue avaient déjà eu affaire avec le recteur de l'Académie de Rouen qui leur avait interdit de se produire dans les établissements scolaires. De gauche à droite, la répression a les mêmes formes.

Le bureau de Presse de Rouen
Yvon Darcques

Concorde

LA ROUTE VERS NEW - YORK N'EST QU'ENTROUVERTE

Le juge Milton Pollack, du tribunal administratif de l'État de New-York, a autorisé «Concorde» à atterrir sur l'aéroport Kennedy. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports s'est empressé d'affirmer que «désormais, la route de «Concorde» vers New-York est ouverte.» En fait, cette route, que quelques pots-de-vin ont largement contribué à tracer, n'est qu'entrouverte.

Entrouverte seulement, car l'autorité portuaire de New York qui opposait son veto à l'atterrissage va faire appel du jugement et demandera vraisemblablement que cet appel soit suspensif.

Par ailleurs, une «coalition d'urgence pour arrêter le supersonique» s'est constituée, qui regroupe tous les organismes hostiles à Concorde. Elle se déclare prête à porter l'affaire devant la Cour Suprême. Tout cela peut durer de longs mois.

Dans l'immédiat, cependant, Air France annonce avec optimisme que le premier vol régulier quotidien Paris - New York pourrait avoir lieu dès le 20 juin (coût du billet aller - retour : 8 200 F)

UNE DÉCISION POLITIQUE

Même s'il risque fort d'être remis en cause, le jugement rendu mercredi constitue un certain succès

pour Air France. Selon Fourcade, cette décision apporte «la démonstration des qualités du supersonique». Pour certains, elle aurait pu être obtenue il y a un an, si le gouvernement français et Air France n'avaient pas tergiversé avant d'intenter le procès contre les autorités portuaires de New York. Le PCF lui n'hésite pas à prétendre que c'est sa campagne de propagande qui a été déterminante !

En réalité, bien plus que les considérations sur la qualité de Concorde ou les subtilités du système juridique américain, la décision du juge Pollack paraît bien intervenir dans le cadre des marchandages plus ou moins tacites menés entre les gouvernements américains et français. Le Concorde sert depuis longtemps de monnaie d'échange. En faisant trainer les choses, mais en ne prenant pas

parti ouvertement contre Concorde, les USA se donnent les moyens de rattraper leur retard technologique par rapport à Concorde, tout en laissant un espoir à la compagnie française.

UN DEMI SUCCÈS QUI COÛTE CHER

Du côté d'Air France en tout cas, on n'a pas ménagé les moyens pour arracher cette autorisation. Selon les «principes» en vigueur aux États Unis, il s'est agi pour elle de constituer un «lobby» un groupe de pression qui puisse peser au plus haut niveau de l'administration américaine. C'est ce que révèle la presse américaine, ces jours-ci.

Un ancien membre de la commission fédérale, pour le commerce, John Reilly, a touché 400 F de l'heure, plus ses frais (combien ?) pour intervenir auprès de son ami, le gouverneur de l'État de New York, qui s'opposait à l'atterrissage.

En six mois, un adjoint du sénateur Kerr, importante personnalité du parlement pendant plusieurs années, a empoché 70 000 F pour avoir pris contact avec 23

membres du Sénat et du Congrès. Le président de la Chambre, l'ancien vice-président Humphrey ont notamment été touchés. On ignore les propositions qui leur ont été faites.

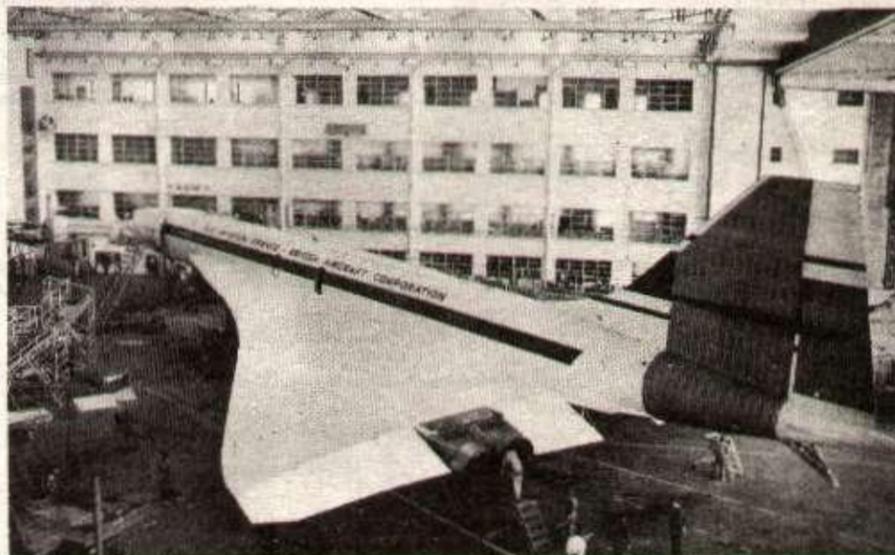
Un ancien adjoint du secrétaire aux transports a touché dix millions, la firme dirigée par l'ancien secrétaire d'État aux transports a reçu pour sa part près de 4 millions. Le président d'une agence de relations publiques s'est chargé, pour deux millions de francs, d'intervenir auprès du principal organisateur de la campagne de Carter, actuellement conseiller du président pour les affaires extérieures.

Ces sommes versées officiellement, ne représentent certainement qu'une petite partie de ce qui a été réellement dépensé pour gagner à la cause du Concorde les plus hauts responsables de l'administration. Combien coûte le président de la Chambre, un ancien vice-président des USA ou le gouverneur d'un État ? L'histoire ne le dit pas encore. En tout cas, en plus des considérations politiques c'est à prix d'or qu'ont pu être obtenues pas à pas les autorisations d'atterrissage à Washington et aujourd'hui à New York.

Il reste que, même si l'autorisation d'atterrissage entre dans les faits, cette possibilité ne pourra être considérée comme définitive qu'au bout de 16 mois. Cette période d'essai a été exigée le 5 février 1976, par le secrétaire d'État aux transports, William Coleman.

Et surtout, l'ouverture de la ligne Paris-New York ne saurait à elle seule permettre la commercialisation du supersonique : sur les 16 exemplaires construits ou presque terminés, cinq n'ont pas encore été vendus. Faute de nouveaux acheteurs, l'atterrissage à New York ne serait qu'un succès de prestige.

Claude ANCHER



L'ouverture de la ligne Paris-New-York ne saurait à elle seule faire tourner les ateliers de montage.

Marseille

Des meetings de l'Association des Amis de la République Sahraouie Démocratique interdits

Des meetings qui devaient être organisés à Marseille par l'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique viennent d'être interdits par le préfet.

La raison avancée est la détention de six français par le Front Polisario.

Cette mesure pourrait être renouvelée à l'occasion de

prochains meetings de l'association.

Déjà l'année dernière des meetings où devaient intervenir des représentants du POLISARIO avaient été interdits à Orléans par exemple sous prétexte que des incidents avec des organisations marocaines en France pourraient avoir lieu.

Les récentes interdictions sont ouvertement des mesures visant à étouffer en France toute voix qui s'élève pour faire la vérité sur la juste lutte de libération du peuple sahraoui ainsi que sur la nature de la «coopération» du gouvernement français avec les agresseurs marocains et maritimes du peuple sahraoui.

Levée des interdictions !

LA MORT ATROCE D'UN JEUNE POSTIER

Un jeune postier de 20 ans du centre de tri d'Orly a été décapité par l'hélice d'un avion postal, au moment où il passait sous l'avion. On ignore pour l'instant les causes de ce terrible accident.

DEUXIÈME TIERS PROVISIONNEL

La date limite du paiement du deuxième tiers provisionnel est repoussée au 17 mai à minuit, le 15 étant un dimanche.

Rencontre Cyrus Vance - Ygall Allon

LES LIVRAISONS D'ARMES SE POURSUIVENT

Le secrétaire d'État américain a rencontré à Londres le ministre israélien des affaires étrangères pour lui rendre compte des discussions que Carter a eu avec Sadate, le président égyptien, avec le roi de Jordanie Hussein et au début de la semaine avec le président syrien Hafez el Assad. Cela a été l'occasion pour les Américains de situer le cadre dans lequel ils ont entrepris les démarches pour un règlement, réaffirmant «les relations spéciales qui les lient à Israël».

LES TROIS POINTS AMÉRICAINS

1) Les livraisons d'armes seront poursuivies y compris celles qui disposent d'une technologie avancée.

2) Les États Unis ne reconnaîtront pas l'OLP, ni auront de contact avec elle, «tant qu'elle n'acceptera pas la résolution 242 de l'ONU qui exclut tout droit au peuple palestinien, et tant qu'elle ne reconnaîtra pas l'État d'Israël».

3) Les États Unis ne publieront aucun plan sans que les israéliens en aient au préalable discuté avec eux.

Les livraisons d'armes, promises par Ford et réaffirmées aujourd'hui constituent le point clef de la politique américaine à l'égard d'Israël. Le but est évident : assurer à Israël la supériorité militaire dans la région pour que le rapport de forces lui soit favorable face aux pays arabes, afin de les pousser encore plus d'une part à reconnaître l'État d'Israël, y compris en tentant de liquider eux mêmes la résistance palestinienne, d'autre part à faire des concessions importantes si un règlement se dessine, notamment sur la question des frontières, sur lesquelles jusqu'à présent ni Sadate, ni Assad n'ont accepté de modifications.

Enfin ces livraisons d'armes constituent une préparation directe en vue d'une cinquième guerre, les blocages qui existent dans la mise en place d'un plan de paix au Moyen Orient reposant

sur la reconnaissance d'Israël restant entiers.

LA SATISFACTION D'ISRAËL

Le ministre israélien des affaires étrangères s'est déclaré «satisfait» de telles positions, qui assure à Israël les moyens pratiques de préparation à la guerre.

A la suite de cette «mise au point», la situation est bloquée. Les points de blocage que les rumeurs et les déclarations douteuses, avaient prétendu lever sont restés identiques :

- Les pays arabes, Syrie, et Égypte ne sont pas prêts à accepter à renoncer à une partie de leur territoire occupé en 1967, ce que prévoit les projets de règlement de Carter, qui a repris à son compte l'expression de projet défendable.

- La tentative de liquidation de l'OLP, puis, la transformation de ses buts stratégiques a également pour l'essentiel échoué. Bien que soumise à une pression

très forte, l'OLP a réaffirmé lors du dernier conseil national Palestinien son objectif de libération de la Palestine.

Dans cette situation les États Unis laissent à Israël les mains libres tant dans leur politique au Sud Liban, sans cesse bombardé par Israël pour en chasser les Palestiniens, que dans les territoires occupés depuis 1967, où les implantations de colonies israéliennes se sont renforcées dans les dernières semaines.

Ces deux lignes de force de la politique sioniste sont directement combattues par la résistance palestinienne qui défend le sud Liban contre les empiètements israéliens et contre les milices fascistes armées par Israël, en même temps qu'elle s'oppose aux occupations de terre en Palestine occupée.

Grégoire CARRAT

LE PREMIER MINISTRE GREC À PARIS

PRESSIONS CONTRADICTOIRES SUR L'ÉLARGISSEMENT DU MARCHÉ COMMUN

Le premier ministre grec est en visite à Paris et celle-ci ne peut avoir qu'un but : l'adhésion rapide de la Grèce au marché commun.

Un accord signé en 1962, prévoyait l'entrée de la Grèce dans la CEE en 1984. Depuis le mois de mars, le gouvernement français a avancé des positions nouvelles qui conduisaient à bloquer toute nouvelle intégration à la CEE : les pays candidats, affirmait en substance Louis de Guiringaud, ne pourront être intégrés que lorsqu'ils auront atteint un stade de développement qui leur permette de remplir les règles communautaires.

Par ailleurs, le Sénat vient de publier un rapport qui, tout en affirmant que le marché commun devait se rééquilibrer au sud «pour des raisons de haute politique», il affirme qu'il faut auparavant que certaines conditions soient remplies pour éviter une brutale concurrence agricole pour les régions du Sud de la France. C'est-à-dire que la politique agricole communautaire soit transformée d'une part, et d'autre part que les neuf pays s'engagent à supporter solidairement le poids de l'élargissement.

L'APPUI AMÉRICAIN

Si Caramanlis vient voir Giscard, c'est que celui-ci est à la fois un ardent soutien du premier ministre grec et aussi l'instigateur de ce blocage dans l'élargissement.

Mais aussi, il vient essayer de profiter de l'impact de la visite de Carter en Europe. Si les États Unis se disent aujourd'hui qu'ils sont assurés du contrôle de ce processus, les ardents partisans d'une Europe intégrée, ils sont en même temps partisans d'un élargissement de celle-ci.

Un tel élargissement leur permettrait d'une part de

coordonner leur politique en Europe puisque la question de l'élargissement affecte le Portugal, l'Espagne et la Grèce, ainsi que —dans un délai plus long— la Turquie. La politique US en Europe passe pour une large part par ces quatre pays en même temps que par la CEE. D'autre part, l'élargissement créerait des problèmes à l'Europe tels que les

USA seraient plus assurés de ne pas avoir affaire à un bloc uni.

Ce sont ces pressions contradictoires qui constitueront l'arrière-fond des discussions entre Giscard et Caramanlis, qui ne représente qu'un premier jalon des discussions qui vont occuper la CEE dans les prochains mois.

Photo de famille !

L'Internationale des «conseillers spéciaux» et des «honorables correspondants» (de la C.I.A. et de ses organisations sœurs) est à l'honneur en ce moment au 13^e Congrès de Force «Ouvrière» à Vichy. Habités des séances du Conseil Confédéral National de la «CGT-FO», on retrouve parmi les invités : le «conseiller social» de l'ambassade, John Condom (que les congressistes CFDT chassèrent d'Annecy en 76) et son successeur John Alfred Warnock (USA) et M. Mazel, représentant sioniste. Présent, mais ne figurant pas sur ce document, Hans Dieter Scheel de l'ambassade de R.F.A. (qui «double» ainsi la délégation du D.G.B.).



Écrasés



Le premier ministre Perès et le général Gur, chef de l'armée israélienne, sont sur les lieux de l'accident d'hélicoptère inexplicable jusqu'à présent qui a tué 54 soldats israéliens. En dehors des circonstances précises de cette affaire, elle montre ce qu'est le déploiement des forces israéliennes en Palestine Occupée, dans les territoires envahis en 1967. L'hélicoptère était en queue d'une formation qui patrouillait le long du Jourdain. Ces hélicoptères, des sykorsky étaient bourrés de munitions et contenaient chacun 54 hommes. C'est ainsi qu'une véritable force aéroportée, est utilisée dans la Cisjordanie. Quelle était leur mission ?

Les livraisons d'armes américaines à Israël

En octobre 1976, Ford a donné son accord pour que les Israéliens soient équipés de pied en cap par de nouvelles armes.

Pour la première fois, les États Unis livraient à Israël des armes ultra modernes, telles que les bombes guidées au laser des hélicoptères équipés de lance-missiles, des équipements pour le combat de nuit.

Des fusées maverick et des Wall eye guidées par télévision.

Des bombes dites à dépression, qui tuent tout être vivant à proximité de leur impact en supprimant l'oxygène.

Dans le domaine des armements classiques, elle comprenait également 160 chars M 60, les derniers modèles des fusées anti-chars TOW, une grande qualité d'artillerie auto-propulsée et des quantités énormes de fusils M16.

Enfin des moyens modernes de communications et de radars.

Banques suisses : deuxième suicide

Le corps d'un banquier a été retrouvé flottant sur le lac de Genève mercredi. Dimanche un autre banquier s'était suicidé après que le comité directeur des banques ait décidé de fermer son établissement. Ces morts font suite à la découverte du plus important scandale qu'il y ait jamais eu dans les banques suisses est à l'origine de ce scandale 2,2 milliards de francs suisses avaient été détournés par une des branches de la banque. Son PDG a démissionné mercredi soir. Les responsables de la banque ont affirmé que la lumière ne pourrait être faite sur ce scandale avant plusieurs semaines. C'est la légendaire discrétion des banques suisses.

PANAMA : REPRISE DES NÉGOCIATIONS

Les négociations sur la restitution par les États-Unis de la zone du canal doivent reprendre prochainement a annoncé le gouvernement de Panama. Il a déclaré qu'il ferait inscrire à l'ordre du jour, pour la première fois la question des dédommagements qu'il compte exiger des USA pour les années d'occupation.

ZAIRE : PEU D'INFORMATION

Pratiquement aucune information n'est donnée sur la situation au Shaba depuis près d'une semaine. Mercredi, l'agence de presse zaïroise a annoncé que la ville de Kasaji avait été reprise. La ville se trouve à quelques kilomètres de la frontière angolaise. Aucune confirmation n'a été fournie. Mobutu a installé son quartier général dans la province de Shaba.

INTERNATIONAL

Japon : accident dans une mine



Les parents des mineurs d'Ashibetsu, sur l'île d'Hokkaido attendent dans les locaux de la mine les nouvelles après un coup de grisou qui a tué ou bloqué 25 mineurs au fond de la mine, mercredi.

République des Comores

Contre l'occupation de Mayotte

«Nous sommes menacés d'invasion» a déclaré au cours d'une conférence de presse donnée à Alger, M. Aboubakr Bouana, ministre plénipotentiaire de la République des Comores. «Trois bateaux de guerre mouillent en permanence près des côtes de Mayotte et les avions militaires français violent régulièrement l'espace aérien de la République».

Un militaire français pour trois habitants

Depuis le référendum truqué de juin 76, la France a détaché artificiellement l'île de Mayotte de l'archipel des Comores, qui venait d'accéder à l'indépendance, en faveur de laquelle sa population s'était prononcée massivement. Depuis, se servant de cette base, elle ne cesse de lancer des attaques contre la jeune république comorienne, qui a récemment déjoué, au mois de mars 77, une tentative faite par le gouvernement français pour envoyer des mercenaires. «Mayotte», a encore précisé Bouana, «qui compte 35 000 habitants, a un militaire français pour trois habitants».

Nous sommes déterminés à libérer Mayotte

Le 26 avril 76, le gouvernement français s'était engagé dans une déclaration remise à l'ONU, à respecter les frontières de la République des îles de Comores telles que définies durant la colonisation. Aujourd'hui, la France y revient en faisant des déclarations en faveur du respect de l'intégrité territoriale des pays africains. S'appuyant sur l'expérience comorienne, M. Bouana a dénoncé ces déclarations : «Il s'agit là», a-t-il dit, «d'une propagande destinée à camoufler le vrai visage de la France giscardienne».

Réaffirmant la volonté de la population des Comores de se libérer totalement du colonialisme, le ministre a ajouté : «Notre peuple est déterminé à libérer Mayotte par tous les moyens. D'ailleurs, cet objectif est inscrit à l'article 1 de la constitution adoptée par le conseil national populaire de la République des îles Comores».

Pas d'intervention étrangère en Afrique

«Tout le monde est au courant de l'occupation militaire de l'île de Mayotte, des Caraïbes, de l'île de la Réunion par la France. Personne n'ignore le soutien apporté par le gouvernement français aux régimes racistes d'Afrique Australe» a ajouté le ministre avant de souligner : «L'Etat comorien a toujours soutenu le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Notre position n'a pas changé et nous estimons que c'est à l'Afrique de résoudre elle-même ses problèmes en dehors de toute intervention étrangère».

A Salzbourg

«LE NUCLÉAIRE NE PRÉSENTE AUCUN DANGER»

affirme la délégation soviétique

Le document présenté par la délégation soviétique à Salzbourg où se déroule une rencontre internationale sur le nucléaire contient quelques assertions plus que paradoxales. «En l'état actuel des enquêtes tout indique un haut degré de la sécurité des installations nucléaires, et leur impact positif sur la pureté de l'environnement». Autant que l'on sache les accidents nucléaires les plus graves se sont produits aux États-Unis d'une part, en URSS d'autre part. Si ceux-ci ont longtemps été tenus secrets, il est cependant évident que les conditions de sécurité et les moyens d'éviter des accidents nucléaires graves ne sont pas meilleurs en URSS que dans les autres pays.

Concernant les déchets radio actifs, les Soviétiques n'hésitent pas à dire : «Il ressort des études accomplies que les conditions sont réunies pour qu'il soit possible d'enterrer les déchets radio actifs». La lutte contre la pollution en URSS paraît se limiter à la négation de celle-ci, personne ne pouvant protester d'une part et d'autre part la bourgeoisie soviétique élimine tout ce qui entraverait «la puissance économique de l'État». C'est en vertu de cette précipitation que les Soviétiques ont décidé que «50 % de leur énergie nucléaire serait fournie en l'an 2 000 par les surrégénérateurs... l'un des moyens les plus efficaces de résoudre le problème du combustible dans les installations nucléaires».

Le gaz de l'Alaska : pas de pipeline au Canada

Le rapport commandé par le gouvernement canadien sur le tracé prévu des pipe lines devant amener le gaz d'Alaska jusqu'aux États-Unis recommande d'interdire au moins pour dix ans, toute construction dans la vallée de Mackenzie au Nord du Canada. L'autre projet qui prévoit de faire passer le pipe line par le sud du Canada doit faire l'objet d'une enquête approfondie et la mise en œuvre de moyens énormes pour réduire les conséquences du pipe line sur les conditions de vie des Indiens qui continuent de vivre de la chasse dans cette région. Carter choisira la route du gaz le 1^{er} septembre. Trudeau a promis de donner son point de vue sur les différents projets avant. Le pétrole d'Alaska n'avait pu passer par le Canada et doit être transporté par navires de l'Alaska aux USA.

Italie : les propos du ministre de l'Intérieur

«Une lutte commune des polices européennes»

«On se trompe en imaginant que la criminalité, le désordre et le terrorisme sont des phénomènes exclusivement italiens... J'entends proposer à mes homologues européens une lutte commune au niveau des polices, de l'extradition éventuelle et du recyclage de l'argent volé...» affirme le ministre italien de l'Intérieur, le démocrate-chrétien Francesco Cossiga dans un journal parisien. Ainsi, le ministre italien prévoit le renforcement de l'Europe des polices, dont l'accord a été signé au printemps pas-

sé. Cet accord prévoyait l'extradition automatique entre les pays membres.

UNE RÉPRESSION POLITIQUE

«Avant tout les forces politiques et sociales doivent bien prendre conscience du lien étroit qui existe entre les différentes formes de désordre, de terrorisme, de criminalité» poursuit le ministre de l'Intérieur qui assimile criminalité et manifestations, grèves, dans le style de Poniatowski. Ainsi, la collaboration des polices

que veut renforcer le ministre italien est ouvertement l'organisation de la répression politique à l'échelle de l'Europe, sous prétexte de lutte contre la criminalité. Et en Italie, c'est la répression des manifestations qui constitue le premier objectif du ministre italien. «Il faut introduire toute une gamme de ripostes qui impliquent de nouveaux équipements comme les autos blindées et l'utilisation, par exemple, de balles en caoutchouc...» Les policiers français qui vont actuellement «étudier» les

méthodes de répression des manifestations et notamment l'utilisation des balles de caoutchouc, auront donc —s'ils suivent les propositions du ministre italien de l'Intérieur en se rendant en Italie— un nouveau champ d'expérience.

Du modèle allemand au système italien que la démocratie chrétienne met en place avec l'appui du parti de Berlinguer, l'Europe policière et la police au niveau de chaque pays européens sont appelés à prendre un visage uniforme vert de gris.

Entretien CNPF-Gouvernement espagnol

LE PACTE SOCIAL PASSE AUSSI PAR PARIS

Une délégation de plusieurs ministères économiques espagnols est actuellement en France. Après avoir rencontré plusieurs responsables de la CEE à Bruxelles, elle s'est entretenue avec les patrons français du CNPF. Il s'agit de faire campagne pour l'admission de l'Espagne au Marché Commun, de régler certains problèmes de relations commerciales entre les deux pays et de rassurer nos patrons sur la situation commerciale et économique de l'Espagne. L'entrée de ce pays dans la CEE ne se présente pas aussi bien qu'il pourrait y paraître, essentiellement parce que plusieurs pays européens, redoutent la CEE ne se présente pas aussi bien qu'il pourrait y paraître, essentiellement parce que plusieurs pays européens, redoutent la concurrence qu'elle entretenait pour les produits agri-

coles notamment, les textiles et la sidérurgie.

Le gouvernement français a d'ailleurs pris des mesures protectionnistes contre l'importation de fruits espagnols sous la pression de paysans et surtout contre celle de produits textiles (bonneterie) vendus à bas prix en raison de la surexploitation des travailleurs espagnols.

Sur le chapitre des investissements, les envoyés de Suarez expliqueront à nos patrons comment ils comptent stabiliser leur situation économique, marquée par une inflation prévue de 30 % en 1977 et un chômage qui frappe officiellement 5 % des travailleurs. Depuis janvier 1976, jamais les luttes de la classe ouvrière n'avaient été si nombreuses en Espagne. Pour l'année dernière, les investissements

étrangers ont baissé de 80 %, les financiers européens attendent donc eux aussi avec impatience la signature d'un véritable pacte social sur le dos des

travailleurs entre les syndicats révisionnistes et réformistes et le gouvernement de Juan Carlos.

F. FERRER

Intégration prochaine de l'Espagne à l'OTAN ?

Selon le secrétaire général de l'OTAN, les discussions entre les membres de l'Organisation furent très étendues sur l'intégration de l'Espagne à l'OTAN pendant la réunion au sommet de Londres. Les membres attendent le résultat des élections du 15 juin avant de prendre position. Luns a toutefois signalé que les pays qui s'opposaient le plus vigoureusement à l'entrée de l'Espagne, notamment le Danemark et la Norvège en avait rabattu.

Bien que non membre de l'OTAN, l'Espagne joue un grand rôle dans le système militaire américain en Europe. C'est le seul pays où soient basés des bombardiers nucléaires. La base navale de Jota abrite en Méditerranée des sous-marins atomiques. Les ports espagnols sont entièrement ouverts à l'usage des navires américains.

VERS UNE NOUVELLE POLITIQUE DU «LOGEMENT SOCIAL» ?

Par Serge LIVET

Il y a trois semaines, le 38^e congrès des organismes HLM se terminait sur un réquisitoire contre la politique gouvernementale en matière de logement social : «Alors que le gouvernement déclare que les HLM sont l'instrument privilégié d'une politique sociale, ils subissent des conditions de financement et de fonctionnement qui se dégradent régulièrement, qui conduisent à des mensurations ou loyers inabordable pour les familles modestes et qui ne permettent pas de régler de manière humaine les situations critiques qui se multiplient.

Au moment où le chômage s'étend, le fléchissement de la construction s'accroît. Au moment où les pouvoirs publics lancent une enquête sur l'habitat et multiplient les directives sur l'urbanisme

et l'architecture, l'élan donné par les HLM au profit du quantitatif dans la construction est brisé : il faudra réduire la qualité ou renoncer à construire.»

Cette motion a été adoptée par tous les congressistes d'horizons politiques très divers. L'institution HLM est en crise, inquiète des projets gouvernementaux, et se débat pour survivre. En effet, les propositions de réforme faites par l'actuel premier ministre, avant qu'il ne soit au gouvernement amorcent une nouvelle politique du logement social qui, à terme, amènerait la disparition des HLM, du moins en tant que promoteur spécifique. D'où la grogne des organismes de HLM et de leurs gérants, avivés par les difficultés qu'ils connaissent et la détérioration de leur image de marque.

Dans douze départements pilotes, un des points les plus importants de la réforme du financement du logement : l'aide personnalisée au logement ou APL sera expérimentée à partir du 1^{er} juillet. Locataires et accédants à la propriété verront leur allocation logement remplacé par l'APL, selon un barème et des conditions encore à définir. Mais d'après les exemples donnés par le gouvernement si l'APL, dans certains cas, sera supérieure à l'allocation logement, pour les plus bas salaires. Elle sera moins importante pour les salaires dits «moyens», voire nulle, l'enveloppe totale n'étant pas augmentée. Or, une des conséquences de la réforme du financement du logement étant l'augmentation des loyers, nombreux seront ceux qui, en définitive, paieront leur loyer plus cher. Un autre aspect de l'APL, c'est qu'elle sera versée directement au propriétaire ou à l'organisme prêteur. En clair, on dépose les travailleurs de la gestion d'une partie de son budget, ce n'est rien moins qu'une tutelle sur une fraction de salaire.

L'APL : CONTRÔLE SOCIAL RENFORCÉ

Pour le pouvoir, l'APL a un double intérêt : elle assure un contrôle plus étroit sur le budget et le comportement des travailleurs, elle assure aux promoteurs et aux organismes de gestion des rentrées importantes, régulières et certaines. Ce système a été épargné par les critiques des organismes gestionnaires et par les élus de gauche siégeant dans les conseils d'administration des HLM. Les critiques ont porté sur ses modalités, sur le volume de l'aide, pas sur son principe.

Enfin, les organismes de HLM et les élus, en majorité de gauche qui les ont investis, acceptent mal de faire les frais de la mutation de la politique du logement, bien qu'ils l'aient eux-même inspirée dans ses grandes lignes.

La réforme du financement vise à instaurer la «vérité des prix», en y ouvrant le logement social aux promoteurs privés, et en laissant jouer librement la concurrence. Elle préconise la diversification de la construction, en rupture avec les formes précédentes trop,



standardisées. Les HLM qui avaient suggéré dans leur «livre blanc» une réforme de ce type ne sont pas en désaccord sur le fond, mais ils voudraient conserver dans la mise en œuvre de cette politique un statut prééminent que ne leur reconnaît pas la réforme.

Cette nouvelle orientation de la politique du logement est rendue nécessaire, pour une part parce que quantitativement, le nombre de logements construits tend à être suffisant, c'est-à-dire que le taux de surpeuplement est jugé «acceptable» socialement. La politique de HLM avait pour rôle essentiel de remédier à cette crise quantitative.

UNE POLITIQUE DE DIVERSIFICATION

La nouvelle orientation vise aussi un nouvel objectif : diversifier la construction pour répondre de façon différenciée aux demandes des différentes couches sociales, de la petite-bourgeoisie jusqu'aux fractions de la classe ouvrière les moins payées. Les grands ensembles caractéristiques de la politique précédente avaient pour inconvénient d'être rejetés et de provoquer la révolte, sans permettre un contrôle efficace. La nouvelle politique que voudrait instaurer Barrot, le secrétaire d'État à la construction, vise à abandonner les grands ensembles et le «style HLM», pour les remplacer par des unités moins compactes, du pavillonnaire pour une part, et de «l'individuel collectif», c'est-à-dire des petits immeubles donnant l'impression de l'in-

dividuel, individualisant les travailleurs. Cette politique vise également à développer l'accession à la propriété, toujours considérée comme la meilleure façon de faire des prolétaires des petits-bourgeois satisfaits. Les couches les moins solvables, seraient toutefois maintenues dans les anciens HLM, plus ou moins réhabilités selon les recommandations du rapport NORA. Leur contrôle étant réalisé pour une part avec les APL, pour une autre part avec les équipes psycho-éducatives de quartiers, les animateurs en tous genres et les flics lotiers.

LES GRANDS ENSEMBLES : MENACE POUR L'ORDRE ÉTABLI

Un récent article de Barrot dans «Le Monde» est très significatif de cette nouvelle orientation. Barrot critique les grands ensembles, et ce qui lui semble le plus redoutable c'est ce qui menace l'ordre établi : «Les enfants jouent dans la rue, non encadrés, et ce sont les bandes de quartier qui se forment. La dégradation risque de s'installer dans cet ensemble (...). Inscriptions dans la cage d'escalier, délinquance et insécurité.»

Pour Barrot, en fait, si les enfants ne sont pas «encadrés», les adultes non plus. Il faut donc remédier à cela.

Que propose-t-il ? Donner aux travailleurs l'impression qu'ils peuvent décider de leur logement : «Notre souci est de laisser le plus largement possible la parole aux Français qui, libérés de

la nécessité première de se loger, sont aujourd'hui mûrs pour participer à l'analyse de leur habitat.»

La crise quantitative du logement dans ses aspects les plus criants est résorbée, il s'agit dès lors de donner le sentiment aux Français qu'ils sont logés à leur convenance. Barrot a décidé de lancer une enquête pour savoir «ce que désirent les Français», celle-ci se déroulera en automne. Évidemment, pas question d'engager un vaste débat avec les associations de locataires combattives : en fait, c'est une armada de sociologues, de psychologues, de gestionnaires «qui savent mieux» que les locataires ce qui peut faire leur bonheur seront consultés. Sans attendre le résultat de l'enquête, Barrot indique déjà ce qui est souhaitable. «Il faut disposer les immeubles les uns par rapport aux autres, pour que les gens se plaisent, s'enracinent dans le quartier, s'y marient et y prennent leur retraite.»

La solution n'est pas évidente, reconnaît Barrot. Tout est affaire de duperie, trouver une architecture, un urbanisme qui permettent à la fois le contrôle par le pouvoir sans le dire, faire un espace social, qui individualise chaque travailleur et découpe sa vie en tranches, en tentant de lui faire oublier que, comme ses voisins, il est d'abord un prolétaire ou un petit employé et qu'ils sont tous exploités. Architectes et urbanistes, psychologues, animateurs seront mobilisés à cet effet. Mais l'aiguillage de la lutte des classes est une réalité qu'ils ne parviendront pas à masquer.

«DE LA CITÉ OUVRIÈRE AU GRAND ENSEMBLE»

La politique capitaliste du logement social 1815 - 1975
par Rémy Butler et Patrice Noisette
petite collection Maspéro

Contrairement à tous les ouvrages parus à ce jour qui tentent d'analyser la politique du logement de la bourgeoisie, l'ouvrage de Rémy Butler et Patrice Noisette est facilement lisible, ce qui n'est pas un mince mérite. L'analyse de la politique capitaliste du logement social de 1815 à 1975 est en effet une tâche ardue, la question du logement représentant un nœud de contradictions complexes qu'il n'est pas aisé de démêler et d'exposer simplement. Les deux auteurs de cet ouvrage, membres du collectif de rédaction de la revue «Place», y sont parvenus pour l'essentiel, même si l'on peut regretter que certaines analyses soient par trop rapides, et que certains aspects soient trop brièvement traités, mais c'est une conséquence de la dimension réduite de l'ouvrage.

L'intérêt de cette étude est qu'elle rend accessible aux lecteurs et notamment à ceux qui luttent sur le front du logement, des éléments d'analyse, des matériaux historiques, éclairant la politique bourgeoise du logement, resituant les orientations actuelles dans la perspective historique, indiquant les constantes de cette politique et ses variations.

La «lecture historique» étayée sur des références significatives et des exemples concrets, démontre que «les fondements de la politique capitaliste du logement de la classe dominée sont : d'une part, le problème du contrôle politique de la vie sociale de cette classe, à travers l'organisation de l'espace ; d'autre part, le lieu de résolution des contradictions historiques entre les trois formes de capitalisme (foncier, industriel, financier).»

Avoir dégagé ces fondements permet de «périodiser» l'histoire du logement social.

Si la question des contradictions entre les trois formes de capitalisme sont relativement connues, et exposées dans de nombreux ouvrages, notamment d'auteurs révisionnistes, par contre l'aspect contrôle social est bien souvent occulté ou minoré, en particulier chez ces derniers. Sur ce plan, l'analyse fournie par Butler et Noisette est riche d'apports nouveaux et d'interrogations, elle ouvre une nouvelle voie d'investigation à tous ceux qui se battent sur la question du logement, elle nous incite à dépasser les seules revendications quantitatives et économiques (plus de logement, plus de confort), pour une appropriation populaire de l'espace, à l'exemple des luttes menées en Italie, à Amsterdam, en Grèce, mais aussi en France, en 72, avec le soutien du «Secours rouge» à Roubaix, à l'Alma Gare, et certainement sous des formes embryonnaires dans bien d'autres endroits.

Rémy Butler
Patrice Noisette

De la cité ouvrière au grand ensemble

La politique capitaliste du logement social 1815-1975

Taudis ☞ Cités ouvrières ☞ Maisons populaires ☞ Cités-jardins ☞ H.B.M. ☞ H.L.M. ☞ Grands ensembles ☞ Villes nouvelles ☞ Deux déterminants : 1. ☞ La mission de contrôle social exercée par le logement. 2. ☞ Les contradictions internes entre capitalisme foncier, industriel et financier ☞ Face au contrôle de l'habitat domine : une réponse : l'appropriation populaire de l'espace.

FM / Petite collection maspero

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Samedi 13 mai 1871



Aux fastes du Second Empire succéderont ceux de la 3^e république...

Le J.O. précise les dispositions pour les biens de Thiers.

- 1. Tout le linge provenant de la maison de Thiers sera mis à la disposition des ambulances
- 2. Les objets d'art et les livres précieux seront envoyés aux bibliothèques et musées nationaux...
- 5. Sur le terrain de l'hôtel du parricide sera établi un square public.

C'était effectivement un vrai musée privé que cette demeure de Thiers : immense, des dizaines de pièces ; aménagée comme un palais. Dans les comptes qu'il tient minutieusement, Thier note les dépenses rien que pour les frais de tapisserie, rideaux... 90 000 F. (C'est-à-dire des centaines de nos millions anciens).



Une famille peut remporter son matelas, grâce au décret de la Commune.

Et les travailleurs, eux, quels étaient leurs biens ? Immobiliers ? Aucun, bien entendu, à la merci du propriétaire («le vautour») qui les jetait à la rue quand ils ne pouvaient payer le loyer.

Des meubles ? Du linge ? Ah ! bien peu, pour une valeur totale de quelques dizaines de francs. Et encore, le matelas, la couverture, il fallait souvent les porter au Mont-de-Piété pour acheter un peu de pain.

Quand la Commune autorisa le dégagement gratuit d'objets portant sur un prêt ne dépassant pas 20 F, ce fut un afflux aux portes des Mont-de-Piété, car il y avait 800 000 dépôts inférieurs à 20 F ! Ce qui montre le dénuement des travailleurs : chaque famille ayant porté au moins deux séries de drap, casseroles... pour avoir quelques sous.

DANS NOTRE COURRIER

POUR DÉVELOPPER LA VENTE DU QUOTIDIEN

Camarades,

Je décide de vous écrire pour attirer votre attention sur un problème qui semble secondaire mais ce sont des détails qui forment un tout. La vente du QdP, sa publicité, ce qu'il représente et en définitive la lecture et la prise de conscience des masses qui travaillent en France...

Je suis entré 230 rue du Faubourg St-Martin. J'ai demandé le QdP et le li-

braire a été le chercher derrière son comptoir.

Près de moi se trouvait un client. Lorsqu'il a vu le QdP, il a demandé : «Qu'est-ce que ce journal ? un quotidien ?». Il l'a pris et il est parti après l'avoir acheté.

Il n'y avait plus qu'un QdP ! Bien sûr je lui ai laissé mais j'ai fait remarquer au libraire qu'il ne devait pas cacher le QdP...

A mon avis, et c'est l'objet de ma lettre, il faudrait faire des affichettes bien claires et lisibles et les

Ton initiative montre concrètement comment faire connaître le journal, c'est une action de tous les jours, et à laquelle tous les lecteurs peuvent participer. Mieux exposer le journal dans les présentoirs, le proposer autour de soi, le faire connaître à ses camarades de travail, ses amis, ses voisins, cette prise en charge du journal est d'une importance capitale pour qu'il fasse connaître largement les perspectives révolutionnaires.

Veiller à la présence et à l'exposition du journal dans les kiosques, le proposer

chez les marchands, où les lecteurs le cherchent, tout cela est très important ainsi que le fait de l'acheter tous les jours au même endroit. Bien sûr, il est possible d'envoyer des indications au camarade qui s'occupe plus particulièrement des points de vente, de lui faire des demandes qu'il se chargera de transmettre aux NMPP.

Cette période, riche de questions politiques, de discussions, de clarification de l'alternative révolutionnaire, appelle un effort plus important pour faire connaître notre journal. C'est une des

10 millions pour le développement du Quotidien du Peuple

afficher dans les kiosques et autour des lieux fréquentés par le public.

Que chaque lecteur se charge de mieux présenter notre journal chez les kios-

quiers où il se sert et chez les autres également(...)

Bon courage
Salutations communistes

D. Paris

raisons qui font que nous avons lancé la souscription des 10 millions pour le 14 juillet. La souscription doit nous permettre d'élargir l'équipe qui travaille au Quotidien, de renforcer nos moyens, en vue d'améliorer la qualité politique du journal, doit nous permettre aussi d'organiser une large publicité.

Déjà, nous avons édité pour cela une affiche que vous pouvez nous commander pour la coller dans les quartiers, sur les marchés, autour des entreprises. Ce n'est qu'une première initia-

tive dans le mouvement que nous engageons pour développer largement la diffusion du Quotidien du Peuple. Pour que celui-ci soit mené à bien, nous vous appelons à participer sans attendre à cette souscription. Par celle-ci, ensemble, nous ferons franchir à notre journal un nouveau pas en avant.

POUR LE DÉVELOPPEMENT DU QUOTIDIEN DU PEUPLE, SOUSCRIVEZ, FAITES SOUSCRIRE À LA CAMPAGNE DES 10 MILLIONS !

MEETING DE SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

A l'occasion du 15 mai, journée de la lutte du peuple palestinien, l'UNION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DE PALESTINE, section de France organise un Grand Meeting de soutien à la Révolution Palestienne, le dimanche 15 mai 1977, à 20 h 30, à la Mutualité (Salle A) 24 rue St Victor, 75 005 Paris

Avec la participation de l'OLP, du Collectif National pour la Palestine, de l'Association Médicale Franco-Palestienne, du Collectif sur les détenus et les prisonniers palestiniens en Israël.

Une partie artistique est prévue au programme avec la projection d'un nouveau film sur les territoires occupés, des chants palestiniens et Paul MATTAR, chanteur libanais.

PARTICIPATION AUX FRAIS 6 F

Communiqué

Réuni le 5 mai 77, le nouveau conseil municipal de Gardanne (Bouches-du-Rhône) a décidé, par 12 voix à large dominante PCF contre 11, d'interdire le Parc des Loisirs de Valabre aux militants de «L'Humanité Rouge» qui comptaient organiser le 19 mai, une fête populaire pour les luttes ouvrières et paysannes pour le socialisme(...).

Cette atteinte aux libertés démocratiques (...) constitue une grande menace pour tous ceux qui n'inscrivent pas leur activité dans l'optique du «programme commun» et plus précisément dans la ligne du PCF.

Les marxistes-léninistes de Gardanne appellent les travailleurs et toute la population laborieuse à manifester leur réprobation pour de telles pratiques, à exiger que «L'Humanité Rouge» puisse organiser une fête populaire au Parc de Valabre.

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

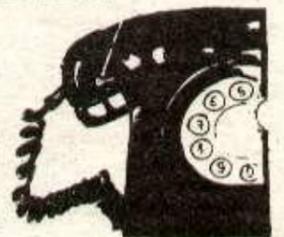
Nom.....
Prénom.....
Adresse.....

Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN

636.73.76.



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, Compte n° 77718 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël

9^e épisode

Et l'automne passa : bourrasques de pluie, premiers gels, café au lait à quatre heures quand s'allument les lampes de la rue, rien que de connu, d'habituel, d'attendu. La vie — ma vie — se décomposait en quatre temps, les quatre saisons, qui modifiaient quelques gestes de cette gymnastique bien réglée. Mais cet automne-là, avec l'étrangère détestée, fut le plus malheureux de ma vie. Il fut aussi, mais je ne le savais pas, le dernier avant que s'ébranlât, à petits tours de roues, la charrette qui nous mènerait par des chemins détournés sur la pente où notre existence s'accélérait jusqu'au tonneau final.

Quand nous étions tous réunis, l'insaisissable Lucien se plaisait aux conversations les plus vulgaires. J'avais observé que, seul avec Marie-Louise, il changeait de ton et de sujet. Les murs, trop minces, laissaient filtrer beaucoup de leurs paroles. Après le repas, Lucien se levait, jetait sa serviette et, du seuil de sa chambre, sifflait Marie-Louise qui le rejoignait en riant. La porte fermée, je les entendais rire encore. « Ils rient de moi... » Si je me plaignais à la grand-mère, elle m'écoutait avec ennui. Depuis quelque temps, son visage changeait. Les paupières gonflaient, l'iris de ses yeux jaunissait et les oreilles surtout devenaient immenses.

Marie-Louise approuvait toujours Lucien. Il m'arrivait de la plaindre, elle toute simple, sans exigences, aux idées réduites à leur plus fade expression, que son emballement pour Lucien avait conduite chez nous, les raisonneurs, les questionneurs, les inquiets, les indécis, les insatisfaits. Nos problèmes, ceux de mon frère, les miens, elle les considérait sans doute comme une manie fatigante ; mais quoi, pour avoir Lucien, il fallait en passer par là ! Ces idées, ces mots finiraient quand même par la marquer. Elle commençait par les répéter, sans effort pour les comprendre — elle était faite pour suivre — puis, l'habitude aidant, elle les considéra comme siens.

Lucien lisait de nombreux journaux. Je ramassais ceux qu'il laissait traîner, quelquefois aussi des livres qu'il oubliait dans la cuisine.

Je lisais et se levaient les voiles épais. C'était une impression pareille à la musique. Me délier, comprendre, pénétrer au milieu des mots, suivre la phrase et sa logique, savoir. Je ressentais une satisfaction physique, je fermais les yeux de plaisir. S'élever, j'en comprenais le sens. J'enviais Lucien de courir les bibliothèques. Je persévèrai, je multipliai les difficultés ; c'était comme un canevas compliqué, chaque point faisant apparaître le grand dessin. « Il faudrait que je parle à quelqu'un. » De tout ce plaisir que j'accumulais, personne ne savait rien. Je n'avais aucune chance de rencontrer le spectateur de mes pensées.

Les lectures de Lucien me troublaient. Avec une logique terrible, ces écrits dénonçaient tout ce qui m'avait paru naturel.

Je me sentis vite concernée. Je vis ma condition, j'en devins fière. Autour de moi, les faits dessinaient leurs contours, le port était immobilisé par les grèves, les dockers tenaient depuis vingt-trois jours, on jugeait une jeune femme qui s'était mise en travers d'un train chargé d'armes. Me restait à comprendre le contenu. Lucien me parlait rarement mais il suffisait qu'il daignât quelquefois.

(à suivre)

Pour les chômeurs aussi, les distances augmentent

LES DROITS QU'IL FAUT IMPOSER

Il y a un an encore, une Agence Nationale pour l'Emploi ne pouvait faire d'offres d'emploi que pour la localité dans laquelle elle se trouvait. Depuis, toutes les ANPE sont reliées par télex. Cela veut dire pour les chômeurs, plus de déplacements, pour les patrons plus de choix. Le 18 avril, par exemple, sur le panneau d'affichage des offres d'emploi de l'ANPE de Pantin, aucune des 8 offres d'emploi n'était sur Pantin, ni aucune des 9 offres en électricité-électronique, et sur 85 offres en secrétariat, 2 seulement étaient à Pantin. L'ANPE envoie les chômeurs aux 4 coins de leur région, et elle envoie aux patrons beaucoup plus de chômeurs pour lui permettre une sélection plus importante selon les critères qui sont les siens.

Outre les déportations de main d'œuvre d'une région à une autre, le chômeur se voit contraint à de multiples déplacements pour chercher du travail, il est souvent contraint aussi à de longs déplacements pour se rendre à l'ANPE qui dispose d'un nombre très restreint d'antennes sur les quartiers (il y a 500 anpe sur toute la France).

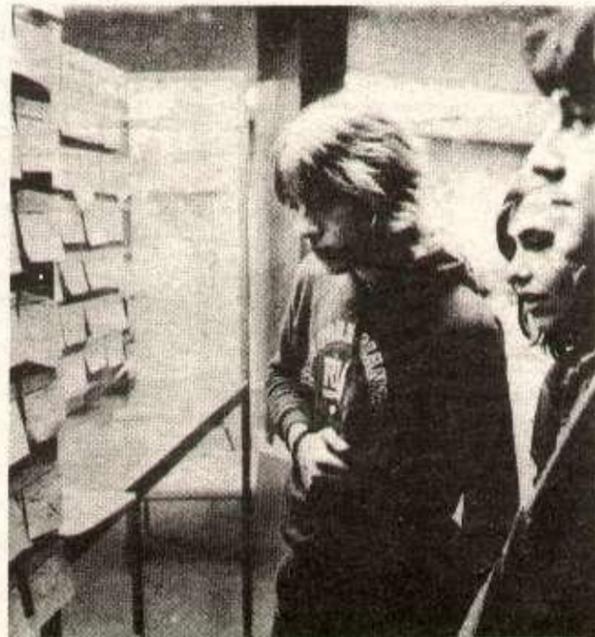
LES BONS DE TRANSPORTS GRATUITS

Des bons de transports gratuits sont prévus pour les chômeurs. Mais ils n'en sont généralement pas informés, et d'autre part, ceux-ci ne sont valables que dans des cas bien particuliers. Mais, souvent, même ces cas sont ignorés.

Un chômeur bénéficie d'un bon de transport gratuit pour répondre à une convocation de l'ANPE, ou pour aller passer un test pour un stage de formation. Il faut que le déplacement soit supérieur à 10 km. Moyen de dissuasion par rapport au bénéfice du transport gratuit, les démarches sont compliquées. Vu le temps que prennent toutes ces démarches, les rares chômeurs concernés doivent faire le déplacement avant d'avoir une réponse. Si elle est négative, ils en auront été pour leurs frais, si elle est positive, ils auront néanmoins dû avancer l'argent.

«L'INDEMNITÉ DE RECHERCHE DE L'EMPLOI»

Il existe également une «indemnité de recherche de l'emploi». Cette indemnité concerne le chômeur à qui l'ANPE envoie une proposition d'emploi nécessitant d'aller sur place pour se renseigner, sur les conditions de transport, de logement,.... L'ANPE vérifie d'abord si la durée de l'emploi proposé est suffisante, et quelles sont les «capacités» du chômeur. L'indemnité représente l'équivalent du voyage en 2^e classe, et d'un forfait pour le logement. Mais surtout, il faut que l'emploi se situe à plus de 100 km, et «hors des zones où les possibilités d'extension des entreprises sont limitées» ce qui, en clair, signifie dans des zones déficitaires en main d'œuvre. En fait, sur le fond, tout comme la prime de mobilité pour les jeunes, cette indemnité va as-



surement dans le sens de la volonté de Barre d'accroître la «mobilité de l'emploi» pour servir au mieux les intérêts capitalistes.

TRANSPORTS GRATUITS POUR LES CHÔMEURS !

Les transports gratuits pour les chômeurs ont été obtenus à Toulouse. Dans de nombreuses villes de France, des actions ont été menées pour faire aboutir cette revendication. A notre connaissance, dans aucune municipalité du PCF elle n'a été satisfaite. A Pantin par exemple, dans la banlieue parisienne, la municipalité PCF, qui se dit d'accord avec cette revendication, se défie en se contentant de déclarer que c'est à la RATP que revient la décision. La municipalité de Pantin, par exemple,

n'a pas donné la carte orange aux chômeurs.

Ainsi dans les municipalités de droite ou de gauche, la lutte est à mener pour imposer la satisfaction de cette revendication.

La lutte est à mener contre le chômage, contre les licenciements, contre les fermetures d'usine. Elle doit se mener aussi pour obtenir dès maintenant des droits pour les chômeurs, dont les transports gratuits. Et aussi faire appliquer les droits même très limités que le pouvoir reconnaît, tels que les «indemnités de recherche de l'emploi», pour lesquels il compte encore réaliser des économies en tablant sur le manque d'information des intéressés.

P.M.

Programme télé

VENDREDI 13 MAI

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Bonsoir chef. Feuilleton
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Au théâtre ce soir : la collection Dressen
22 h 20 - Allons au cinéma
22 h 50 - Judo : championnats d'Europe
23 h 20 - TF 1 actualités

A 2

18 h 35 - Tchîn-tchîn, petit moineau
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information

19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Un juge, un flic. Série policière
21 h 35 - Apostrophes. Portraits de quelques patrons
22 h 45 - Les nouvelles
22 h 50 - Tout ou rien. Film anglais, comédie humoristico-dramatique de Clive Donner (63)

FR 3

18 h 10 - La télévision régionale
18 h 45 - Histoire de France
18 h 50 - Des livres pour nous
19 h 05 - Des talents et des gens
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre. Initiative républicaine et socialiste
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Vendredi. Faits de société : les médailles
21 h 30 - Panama
22 h 25 - FR 3 actualités

ce temps qu'on nous vole

Opération «rénovation» de Lecanuet

De notre bureau de presse de ROUEN

LA SITUATION S'AGGRAVE POUR LES TRAVAILLEURS ROUENNAIS

A Rouen, ville de 125 000 habitants (370 000 pour l'ensemble de l'agglomération) que l'on appelle ici «la lointaine banlieue parisienne», la question des transports est particulièrement aiguë depuis une dizaine d'années. Le centre de la ville a gardé son aspect moyennageux, ses rues très étroites, alors que le nombre de voitures et le besoin de circulation d'une rive à l'autre s'est multiplié. Ce centre devient, aux heures de pointe, un véritable goulot d'étranglement. Pour faire face à cette asphyxie, la municipalité a multiplié les palliatifs : sens de circulation multiples, rues piétonnes dans toute la vieille ville, solutions chaque fois éphémères et très partielles. La Compagnie des Tramways de Rouen, parallèlement à l'entreprise de rénovation de la ville, a entrepris une restructuration de ses réseaux, et s'est moderni-

sée : utilisant jusque là des voitures vétustes, un réseau inadapté, une gestion arriérée, mais pratiquant les tarifs les plus chers de France, la CTR a modernisé ses locaux, ses autobus : des minibus sont apparus depuis quelques mois, sur plusieurs lignes. Certaines facilités de tarifs ont été accordées, mais les tarifs restent les plus chers du pays.

Si cette modernisation jointe à une signalisation restrictive pour les automobiles, a pour conséquence une légère amélioration des conditions de transports avec un meilleur confort, des points de vente des tickets disséminés dans la ville, une meilleure liaison centre-rive droite, centre-rive gauche, elle n'en reste pas moins limitée, et ne touche pas à l'essentiel du problème des transports à Rouen.

Lecanuet a entrepris dans sa ville une grande opération de rénovation et de prestige : il s'agit de faire de Rouen, jusque-là, ville vétuste, en retard à beaucoup de points de vue, une ville moderne «liant les charmes de la vieille ville jalousement sauvegardée, à la gestion moderne d'une grande ville industrielle». Rouen, «ville de l'avenir», dit son maire, Lecanuet. Mais la rénovation de la vieille ville se fait au profit de quelques privilégiés. Des promoteurs d'abord, pour les quartiers rasés, des commerçants pour les rues des façades «normandes» si vantées : autour de la cathédrale, les artisans et petits commerçants populaires ont disparu au profit de commerces de

luxé ou de «studios d'artiste» coûteux. Le centre rive gauche est transformé en quartier d'affaires. Mais, le plus frappant est l'exil de la classe ouvrière vers la périphérie, en particulier du quartier Est, appelé quartier «Mortainville» et traditionnellement quartier de travailleurs. Commencé après la guerre, ce mouvement a été précipité par des expulsions massives il y a une dizaine d'années, la construction du quartier des Sapins sur la rive droite, à 3 km du centre, et La Sablière sur la rive gauche. La rénovation étant lente, des îlots entiers sont vides, tandis que promis à la destruction et habiter temporairement par les immigrés. La politique de la CTR est influencée par les

mêmes intérêts : le réseau converge à présent en étoile sur le centre rive droite, en un point, où s'échangent les lignes.

Il s'agit avant tout de faciliter les allées et venues vers le centre, où se trouvent les affaires. De ce côté, tout est fait pour plaire à des électeurs potentiels du maire. La gare centrale est ainsi installée au cœur de la ville commerciale où convergent les lignes de bus. Cela se traduit par l'obligation pour tous les voyageurs de passer au centre de Rouen pour prendre une correspondance.

Les véritables solutions : jonction des banlieues entre elles, petite et grande

ceinture, ne sont pas envisagées, ou rejetées après essai ; un essai entre St-Étienne du Rouvray et Quevilly a été abandonné pour «non-rentabilité». Le centre est pourtant très réduit et la banlieue industrielle avec sa population ouvrière, très étendue. Certes, sous la pression de la population et de ses syndicats, la CTR a prolongé et doublé certaines lignes, accepté le système du paiement des correspondances, affiché les horaires aux arrêts, abrité une partie de ces derniers. Mais aux heures de pointe, pour aller du centre au quartier des Sapins (3 à 5 km), il faut 30 à 45 minutes, debout et entassés. On paie pour cela, en plein tarif, entre 2,70 F et 3,60 F l'aller. Les bus s'arrêtent entre 21 et 22 heures, samedis et dimanches compris, ce qui interdit les sorties en ville le soir, sans voiture. Les minibus, plus maniables, ne sont avantageux qu'autant qu'ils sont plus nombreux que les bus, ce qui n'est pas le cas. Fidèle à la politique de prestige, la CTR a mis en circulation pour un banc d'essai gratuit, pendant une journée en avril, de pimpants autobus jaune citron, avec plate forme arrière découverte. Elle a enquêté par des questionnaires auprès des usagers sur «l'agrément» de ces plates-formes rappelant «les bons vieux bus parisiens».

Mais l'important pour la population travailleuse de Rouen, est de voir réduits les interminables trajets et de pouvoir aller d'une banlieue à une autre sans repasser nécessairement par le centre.

La zone proprement industrielle est desservie par des autocars «spécial» et non des lignes régulières, ce qui suppose des horaires rigides, un le matin, un le soir.

Du matin au soir, de nombreux travailleurs doivent s'organiser avec des moyens de fortune, certains reprennent le vélo. Un travailleur nous explique qu'il est obligé de faire tous les jours six kilomètres à pied.

«Le «choix» entre deux compagnies»

(Francine, employée communale)

«J'habite les Sapins, sur la rive droite, et je travaille depuis trois mois à Grand-Couronne, à l'extrémité de la rive gauche, en tout 20 km ; j'ai pris un travail aussi loin de chez moi parce que j'étais au chômage. Pour être à 10 heures à mon lieu de travail (je commence tard, en faisant la journée continue), je dois prendre un bus, à 8 h 30, pour aller de chez moi jusqu'au centre. Le bus met une demi-heure. Le bus suivant passe trop tard pour ma correspondance de 9 h 15 à la gare routière : en effet la CTR (Compagnie des Tramways de Rouen) ne dessert la rive gauche que jusqu'à Grand-Quevilly.

À la gare routière, j'ai le «choix» entre deux compagnies : CTA et Soffret : les tarifs sont les mêmes mais pour profiter de la carte de travail, il faut choisir l'une ou l'autre compagnie et s'y tenir, ce qui réduit du même coup l'éventail des horaires. De toute façon, entre 9 h 15 et 10 h, il y a un trou : aucun car. Je suis donc obligée de prendre le bus à 8 h 30. Le trajet est d'environ une demi-heure. Ce n'est pas très long mais, les conditions sont mauvaises : la suspension est défectueuse car les cars sont très vieux, aussi, le parcours est fatigant.

Le soir, pour reprendre le bus de la CTR, je tombe à l'heure de pointe : 18 h 30 ; les encombrements dans Rouen bloquent tout, je n'arrive pas chez moi avant 19 h 15, et toujours debout. Dans l'attente, entre le bus et le car, je m'abrite à la gare routière... à raison de 10 centimes : en effet, la gare est payante : 4,90 F ; le trajet de Grand-Couronne à Rouen, mais 5 F de la gare de Rouen à Grand-Couronne. C'est la «taxe de gare», m'a expliqué un chauffeur. Et la gare n'est qu'une sorte de hall sinistre plein de courants d'air, même pas de salle d'attente chauffée l'hiver».



«Un autobus tous les 3/4 d'heure»

«J'habite le quartier ouest de Rouen depuis quatre ans, je suis dans un foyer pour immigrés, à 3 km du centre ville.

Je n'ai pas d'autres moyens de transport que les bus. Ce qui fait que pour me rendre au travail, je suis obligé de prendre des bus qui desservent mal le quartier. Il y a trois lignes qui assurent le déplacement des gens habitant le quartier ouest. Une seule passe devant le foyer : un autobus tous les 3/4 d'heure !

Il faut attendre longtemps et beaucoup se déplacer pour avoir le bus. En travaillant à la zone industrielle, j'étais obligé de marcher plus d'une demi-heure pour prendre l'autobus au centre de la ville, parce que les horaires de celui-ci ne correspondent pas à ceux des bus de mon quartier. Certaines fois, je râtis le bus spécial du boulevard industriel parce qu'il était parti en avance ; là j'étais encore obligé de prendre le n°10 qui va à St-Étienne du Rouvray pour descendre au Point des quatre Mares (à hauteur du boulevard industriel). Je marchais ainsi plus d'une demi-heure jusqu'à mon lieu de travail. De ce fait j'étais très souvent en retard : c'est l'une des raisons qui m'ont poussé à changer de boîte. Le soir, le dernier bus quittait là-bas à 18 h 05. La plupart des gens finissent le travail à 18 heures. Je ne pouvais pas avoir le bus et je rentrais chaque soir en faisant de l'auto-stop, parfois très tard pour me lever tôt le lendemain matin».

Interview d'un chauffeur de la compagnie TCAR

Plusieurs compagnies se partagent le gâteau, mais la TCAR (Transports en Commun de l'Agglomération Rouennaise) possède à elle seule les trois quarts de l'exploitation. Cette société, administrée dans le cadre d'un SIVOM (Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples), créé par 33 communes de l'agglomération de Rouen, est gérée par un comité syndical composé de deux représentants de chaque conseil municipal : le conseil désigne un bureau qui est sous le contrôle du préfet, qui en est le tuteur. Le bureau est à majorité de droite. La TCAR possède 153 véhicules sur un réseau de 160 km réparti en 19 lignes. 417 travailleurs sont employés par la TCAR dont les véhicules parcourent 5 700 000 km par an.

— QdP : Quelle est la situation pour les chauffeurs ?

— Pour nous, les moments les plus éprouvants sont les bouchons et l'attente. Sans

oublier les responsabilités que nous avons, matériel et bien sûr voyageurs. Nous sommes souvent en surcharge. L'erreur ne pardonne pas, les contrôleurs n'ont pas à importuner les chauffeurs, mais la direction les pousse à un rôle de flic, ils sont très durs avec nous. Le contrôleur peut signaler le comportement du chauffeur et c'est l'avertissement ou la mise à pied. S'il nous arrive un accident, même s'il n'est pas du tout à nous, notre prime saute. On peut perdre les 25 %, 75 % ou 90 %.

— QdP : Vous avez mené une lutte il y a quelques mois sur les salaires. A-t-elle abouti ?

— Pas tout à fait. Et là, le ne suis pas d'accord avec le résultat. Nous avons déposé un cahier revendicatif dont une augmentation sur les salaires de 10 %. Tout le monde était d'accord pour mettre le paquet. Mais notre syndicat CGT (unique à la compagnie), sans demander l'avis des gars de la compagnie a signé à 3 %.

— QdP : Quelle est la situation de l'embauche à la compagnie ?

— À l'heure actuelle, les immigrés sont la majorité. La plupart de ces travailleurs craignent de perdre leur emploi. Depuis un certain temps, on embauche des jeunes français même sans permis poids lourd, plutôt que des étrangers avec tous permis. Un travailleur immigré qui fait la plus petite erreur se retrouve vite à la porte. On peut reprocher aussi aux responsables de ne pas prêter une grande attention à ces problèmes et de les oublier quand ils passent devant un tribunal.

— QdP : Comment voyez-vous l'évolution des transports à Rouen ?

— La situation va s'aggraver aussi bien du côté des conditions de travail des chauffeurs que des conditions de transports des voyageurs. Bien sûr, certains pourraient dire : «En 78, tout ira mieux !» Pour moi, la lutte peut permettre d'aboutir à des changements mais pas seuls, avec les utilisateurs des transports c'est-à-dire tous les travailleurs.